



I B P T

**INSTITUT BELGE DES SERVICES POSTAUX
ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

**CONSULTATION ORGANISÉE PAR LE CONSEIL DE L'IBPT À LA DEMANDE
DU MINISTRE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

CONCERNANT

**LE PROJET D'ARRETE ROYAL CONCERNANT L'ACCES RADIOELECTRIQUE
DANS LA BANDE 3400-3800 MHZ**

MÉTHODE D'ENVOI DES RÉACTIONS AU PRÉSENT DOCUMENT :

Référence CONSULT-2017-B6
Délai de réponse : jusqu'au 28 juillet 2017
Personne de contact : Michaël Vandroogenbroek (02 226 88 11)
Adresse de réponse : consultation.sg@ibpt.be

Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique.

Merci d'utiliser comme page de garde pour votre réponse le formulaire spécifique qui est disponible à l'adresse suivante : http://www.ibpt.be/public/files/fr/21126/formulaire_consultation_FR.pdf.

Le document doit indiquer clairement ce qui est confidentiel.

L'IBPT souhaite également que les commentaires fassent référence aux paragraphes et/ou sections qu'ils concernent.

TABLE DES MATIÈRES

1.	Contexte.....	3
2.	Bande 3400-3800 MHz.....	3
3.	Redevance unique.....	4
Annexe 1 - Projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande 3400-3800 MHz		5
Annexe 2 - Version coordonnée de l'arrêté royal du 24 mars 2009 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz		36

1. Contexte

La présente consultation concerne le cadre réglementaire pour les réseaux mobiles publics, et plus particulièrement pour la bande de fréquences non appariée 3400-3800 MHz.

La présente consultation complète la [consultation publiée le 23 mai 2017](#)¹. Pour rappel, cette consultation concernait plus particulièrement les bandes de fréquences :

- 900 MHz², 1800 MHz³ et 2 GHz⁴ ;
- 700 MHz⁵ ;
- 1400 MHz⁶.

La présente consultation publique a pour but de donner aux parties intéressées l'occasion de présenter leurs observations sur les projets de textes. Les parties intéressées sont également invitées à répondre à la question spécifique Q3.

2. Bande 3400-3800 MHz

Dans son avis intitulé « *RSPG Opinion on spectrum related aspects for next-generation wireless systems (5G)* », adopté le 9 novembre 2016, le RSPG⁷ considère que la bande 3400-3800 MHz est une bande primordiale pour l'introduction de la 5G en Europe, même avant 2020. Pour le RSPG, cette bande a le potentiel de mettre l'Europe à l'avant-garde du déploiement 5G.

Le projet d'arrêté royal *concernant l'accès radioélectrique dans la bande 3400-3800 MHz* (voir annexe 1) définit les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans la bande 3400-3800 MHz.

Ce projet est conforme à la vision de l'IBPT sur l'introduction de la 5G dans la bande 3400-3800 MHz telle qu'exposée dans la décision du Conseil de l'IBPT du 21 mars 2017 *concernant la prolongation des droits d'utilisation de Broadband Belgium*.

Il faut noter que 2 options sont possibles pour le début de la période de validité des droits d'utilisation :

- une date fixée par l'arrêté royal (1^{er} janvier 2020 par exemple) ;
- dès la notification des droits d'utilisation (potentiellement, avant 2020).

Q3. Quelle option vous semble la plus appropriée pour le début de la période de validité des droits d'utilisation ?

De plus amples informations contextuelles sont contenues dans le projet de texte.

Une version coordonnée de l'arrêté royal du 24 mars 2009 *concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz* figure à l'annexe 2.

¹ Consultation organisée à la demande du ministre des télécommunications concernant le projet de loi portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, le projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz, le projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande 700 MHz, et la bande 1400 MHz.

² Bandes de fréquences appariées 890-915 et 925-960 MHz.

³ Bandes de fréquences appariées 1710-1785 et 1805-1880 MHz.

⁴ Bandes de fréquences appariées 1920-1980 et 2110-2170 MHz.

⁵ Bandes de fréquences appariées 703-733 et 758-788 MHz.

⁶ Bande de fréquences non appariée 1427-1517 MHz.

⁷ Radio Spectrum Policy Group.

3. Redevance unique

Pour obtenir des droits d'utilisation de radiofréquences, les opérateurs sont tenus de payer une redevance unique conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électroniques*.

Pour rappel, le projet de loi *portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques* fixe déjà un montant pour la bande de fréquences 3400-3800 MHz et modifie les modalités de paiement de la redevance unique.

Axel Desmedt
Membre du Conseil

Jack Hamande
Membre du Conseil

Luc Vanfleteren
Membre du Conseil

Michel Van Bellinghen
Président du Conseil

Annexe 1 - Projet d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande 3400-3800 MHz

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
[DATE] - Arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande 3400-3800 MHz	[DATE] - Koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de 3400-3800 MHz-band
RAPPORT AU ROI	VERSLAG AAN DE KONING
Sire,	Sire,
Généralité	Algemeen
Le présent arrêté définit les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans la bande de fréquences 3400-3800 MHz.	Dit besluit bepaalt de voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van de gebruiksrechten die worden toegekend aan de mobiele operatoren in de frequentieband 3400-3800 MHz.
Après la libéralisation du marché des télécommunications belge en 1998, de nombreux acteurs avaient manifesté leur intérêt pour la boucle locale radio. Vu l'intérêt du marché, un cadre réglementaire permettant d'introduire la boucle locale radio dans certaines bandes de fréquences, dont la bande 3400-3600 MHz fut élaboré en 2000. Une première procédure d'attribution pour la bande 3400-3600 MHz a été organisée la même année et des autorisations ont été attribuées à Formus Communications Belgium et Winstar Communications. Ces deux opérateurs n'ont jamais déployé de réseau, ce qui entraîna le retrait des deux autorisations.	Na de liberalisering van de Belgische telecommunicatiemarkt in 1998 hadden talrijke spelers hun interesse betoond voor vaste lokale radioverbindingen. Gezien de interesse van de markt werd een regelgevend kader uitgewerkt om de vaste lokale radioverbindingen in bepaalde frequentiebanden te introduceren, waaronder de band 3400-3600 MHz in 2000. Datzelfde jaar werd een eerste gunningsprocedure georganiseerd voor de band 3400-3600 MHz en er werden vergunningen toegewezen aan Formus Communications Belgium en Winstar Communications. Deze twee operatoren hebben nooit een netwerk aangelegd, wat geleid heeft tot de intrekking van de twee vergunningen.
Une deuxième procédure d'attribution pour la bande 3400-3600 MHz a été organisée en 2004 et des autorisations ont été attribuées à Clearwire Belgium (en 2012, Clearwire Belgium est devenue b.lite) et Mac Telecom.	In 2004 werd een tweede gunningsprocedure georganiseerd voor de band 3400-3600 MHz en er werden vergunningen toegewezen aan Clearwire Belgium (in 2012 is Clearwire Belgium b.lite geworden) en Mac Telecom.
En 2008, la Commission européenne adopta la Décision 2008/411/CE sur l'harmonisation de la bande de fréquences 3400-3800 MHz pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques dans la Communauté. Vu la décision de la Commission européenne et l'intérêt croissant pour la technologie WiMax, il était devenu nécessaire de modifier le cadre réglementaire concernant la bande 3400-3600 MHz. En effet la bande 3400-3600 MHz était la bande de fréquences principale pour l'introduction de la technologie WiMax en Europe. L'arrêté royal du 24 mars 2009 concernant l'accès	In 2008 heeft de Europese Commissie Beschikking 2008/411/EG betreffende de harmonisering van de 3400 - 3800 MHz-frequentieband voor terrestrische systemen die elektronischecommunicatiediensten kunnen verschaffen in de Gemeenschap, aangenomen. Gelet op de beschikking van de Europese Commissie en de toenemende interesse voor de WiMax-technologie was het noodzakelijk geworden om het regelgevingskader in verband met de 3400-3600 MHz-band te wijzigen. De 3400-3600 MHz-band was immers de voornaamste frequentieband voor de invoering van de WiMax-technologie in Europa. Het

<i>radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz (ci-après "arrêté royal du 24 mars 2009") a donc été adopté.</i>	koninklijk besluit van 24 maart 2009 <i>betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500 / 3510-3600 MHz en 10150-10300 / 10500-10650 MHz</i> (hierna "het koninklijk besluit van 24 maart 2009") werd dus aangenomen.
Une troisième procédure d'attribution pour la bande 3400-3600 MHz a été organisée en 2010 et des autorisations ont été attribuées à ZapFi et Gigaweb. L'autorisation de ZapFi a été retirée en 2013.	Een derde gunningsprocedure werd georganiseerd voor de band 3400-3600 MHz in 2010 en er werden vergunningen toegewezen aan ZapFi en Gigaweb. De vergunning van ZapFi werd ingetrokken in 2013.
Une quatrième procédure d'attribution pour la bande 3400-3600 MHz a été organisée en 2015 et une autorisation a été attribuée à Citymesh.	Een vierde gunningsprocedure werd georganiseerd voor de band 3400-3600 MHz in 2015 en er werd een vergunning toegewezen aan Citymesh.
En 2016, les droits d'utilisation de b.lite et Mac Telecom ont été cédés à Broadband Belgium et les droits d'utilisation de Gigaweb ont été cédés à Gridmax.	In 2016 werden de gebruiksrechten van b.lite en Mac Telecom overgedragen aan Broadband Belgium en de gebruiksrechten van Gigaweb aan Gridmax.
En 2017, Broadband Belgium a rendu ses droits d'utilisation.	In 2017 heeft Broadband Belgium zijn gebruiksrechten ingeleverd.
Ni les technologies boucle locale radio du début des années 2000, ni la technologie WiMax, n'ont jamais eu le succès escompté. La bande 3400-3600 MHz est donc relativement sous-utilisée depuis 2000.	Noch de technologieën van de vaste lokale radioverbindingen begin jaren 2000 noch de WiMax-technologie hebben ooit het verhoopte succes gekend. De band 3400-3600 MHz is dus relatief ondergebruikt sinds 2000.
Deux opérateurs disposent en [juin 2017] de droits d'utilisation pour la bande 3400-3600 MHz:	Twee operatoren beschikken in [juni 2017] over gebruiksrechten voor de 3400-3600 MHz-band:
- Citymesh, jusqu'au 7 mai 2025;	- Citymesh, tot 7 mei 2025;
- Gridmax, jusqu'au 6 mars 2021.	- Gridmax, tot 6 maart 2021.
La Décision 2008/411/CE concerne à la fois la bande 3400-3600 MHz et la bande 3600-3800 MHz. Vu le manque de succès de la bande 3400-3600 MHz, la bande 3600-3800 MHz, n'a cependant jamais été utilisée en Belgique, pour l'accès radioélectrique.	Beschikking 2008/411/EG betreft tegelijk de band 3400-3600 MHz en de band 3600-3800 MHz. Gezien het gebrek aan succes van de band 3400-3600 MHz, werd de band 3600-3800 MHz evenwel nooit gebruikt in België voor radiotoegang.
La bande 3600-3800 MHz est toujours utilisée en Belgique pour des faisceaux hertziens et quelques stations terriennes.	De band 3600-3800 MHz werd in België steeds gebruikt voor straalverbindingen en bepaalde grondstations.
Dans son avis intitulé « <i>RSPG Opinion on spectrum related aspects for next-generation wireless systems (5G)</i> », adopté le 9 novembre 2016, le RSPG ⁸ considère que la bande 3400-3800 MHz est une bande primordiale pour l'introduction de la 5G en Europe, même avant 2020. Pour le RSPG, cette bande a le potentiel	In zijn advies " <i>RSPG Opinion on spectrum related aspects for next-generation wireless systems (5G)</i> " dat aangenomen is op 9 november 2016 meent de RSPG ⁹ dat de 3400-3800 MHz-band een primordiale band is om 5G in Europa te introduceren, zelfs vóór 2020. Voor de RSPG heeft deze band het potentieel om van Europa de

⁸ Radio Spectrum Policy Group.

⁹ Radio Spectrum Policy Group.

de mettre l'Europe à l'avant-garde du déploiement 5G. Cet avis du RSPG a bien évidemment un impact important sur l'intérêt du marché pour la bande 3400-3800 MHz en Belgique.	voorhoede te maken van de 5G-uitrol. Dat advies van de RSPG heeft uiteraard een belangrijke weerslag op de interesse van de markt voor de 3400-3800 MHz-band in België.
La planification stratégique et l'harmonisation de l'utilisation du spectre au niveau de l'Union devraient renforcer le marché intérieur des services et équipements de communications électroniques sans fil ainsi que les autres politiques de l'Union nécessitant l'utilisation du spectre, en créant de nouvelles opportunités dans le domaine de l'innovation et de la création d'emplois et en contribuant, en même temps, à la reprise économique et à l'intégration sociale dans l'ensemble de l'Union, tout en respectant l'importante valeur sociale, culturelle et économique du spectre.	De strategische planning en de harmonisering van het spectrumgebruik op het niveau van de Unie zouden de interne markt van draadloze elektronische-communicatiediensten en -apparatuur moeten versterken alsook de andere beleidslijnen van de Unie waarvoor spectrum moet worden gebruikt, door nieuwe opportuniteiten te creëren op het vlak van innovatie en werkgelegenheid en door tegelijk bij te dragen tot het economisch herstel en de sociale integratie in de hele Unie, met inachtneming van de belangrijke sociale, culturele en economische waarde van het spectrum.
La Décision 2008/411/CE de la Commission du 21 mai 2008 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 3400-3800 MHz pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques dans la Communauté, modifiée par la décision d'exécution 2014/276/UE de la commission du 2 mai 2014, vise à harmoniser les conditions de mise à disposition et d'utilisation efficace de la bande 3400-3800 MHz. Cette décision impose aux États membres de désigner et mettre à disposition, sur une base non exclusive, la bande 3400-3800 MHz pour les réseaux de communications électroniques de Terre.	Beschikking 2008/411/EG van de Commissie van 21 mei 2008 betreffende de harmonisering van de 3400-3800 MHz-frequentieband voor terrestrische systemen die elektronischecommunicatiediensten kunnen verschaffen in de Gemeenschap, gewijzigd door het uitvoeringsbesluit 2014/276/EU van de Commissie van 2 mei 2014, beoogt de harmonisering van de voorwaarden voor het ter beschikking stellen en het doeltreffende gebruik van de 3400-3800 MHz-band. Deze beschikking verplicht de lidstaten ertoe de 3400-3800 MHz-band voor de terrestrische elektronischecommunicatienetwerken, op een niet-exclusieve basis, toe te wijzen en beschikbaar te stellen.
La Commission européenne a donné un mandat à la CEPT ¹⁰ (<i>"Mandate to CEPT to develop harmonised technical conditions for spectrum use in support of the introduction of next-generation (5G) terrestrial wireless systems in the Union"</i>) afin d'examiner les conditions techniques harmonisées applicables à la bande de fréquences 3400-3800 MHz, en vue de leur adéquation aux systèmes 5G, et les modifier si nécessaire. Le rapport de la CEPT est attendu pour juin 2018.	De Europese Commissie heeft de CEPT ¹¹ een mandaat toevertrouwd (<i>"Mandate to CEPT to develop harmonised technical conditions for spectrum use in support of the introduction of next-generation (5G) terrestrial wireless systems in the Union"</i>) om de geharmoniseerde technische voorwaarden van toepassing op de frequentieband 3400-3800 MHz te onderzoeken teneinde deze klaar te stomen voor de 5G-systemen en ze, indien nodig, aan te passen. Het verslag van de CEPT wordt verwacht tegen juni 2018.
L'attribution des droits d'utilisation aux opérateurs peut se faire de différentes manières. Les principaux mécanismes d'attribution sont la mise aux enchères, la soumission comparative, le principe "premier arrivé, premier servi" ou un système hybride (en général, soumission comparative suivie	De toewijzing van de gebruiksrechten aan de operatoren kan op verschillende manieren gebeuren. De voornaamste toewijzingsmechanismen zijn de veiling, de vergelijkende inschrijving, het principe " <i>first come, first served</i> " of een hybride systeem (doorgaans een vergelijkende inschrijving gevolgd door een

¹⁰ European Conference of Postal and Telecommunications Administrations.

¹¹ European Conference of Postal and Telecommunications Administrations.

d'enchères).	veiling).
Presque toutes les attributions de nouveau spectre en Europe se sont faites via un mécanisme de mise aux enchères. La mise aux enchères possède en effet de nombreux avantages: transparent et simple, équitable, favorable à la compétition et l'utilisation efficace du spectre.	Bijna alle toewijzingen van nieuw spectrum in Europa verlopen via een veilingmechanisme. Een veiling heeft immers tal van voordelen: transparant en eenvoudig, eerlijk, bevordert de concurrentie en het efficiënte gebruik van het spectrum.
La mise aux enchères est donc le mécanisme d'attribution qui a été choisi pour l'attribution des droits d'utilisation pour la bande 3400-3800 MHz.	Een veiling is dus het mechanisme dat werd gekozen voor de toewijzing van de gebruiksrechten voor de 3400-3800 MHz-band.
Il faut noter que l'IBPT ¹² peut décider de combiner la procédure d'attribution pour la bande 3400-3800 MHz avec d'autres procédures d'attributions dont les conditions d'octroi sont fixées par d'autres arrêtés royaux.	Er dient te worden opgemerkt dat het BIPT ¹³ kan beslissen om deze toewijzingsprocedure voor de 3400-3800 MHz-band te combineren met andere procedures voor toewijzing waarvan de toekenningsvoorwaarden zijn vastgelegd in andere koninklijke besluiten.
Les principaux objectifs recherchés par le présent arrêté sont les suivants:	De voornaamste doelstellingen nagestreefd door dit besluit zijn de volgende:
- attribuer le spectre aux utilisateurs les plus efficaces;	- het spectrum toewijzen aan de meest efficiënte gebruikers;
- encourager le déploiement de réseaux à haut débit sans fil et continuer à réduire la fracture numérique en Belgique;	- de ontwikkeling van draadloze breedbandnetwerken aanmoedigen en de digitale kloof in België verder dichten;
- veiller à ce que la totalité du spectre soit octroyée dans le cadre la procédure d'attribution (éviter qu'il reste du spectre non attribué);	- erop toezien dat het hele spectrum wordt toegewezen in het kader van de gunningsprocedure (vermijden dat er niet-toegewezen spectrum overblijft);
- garantir une utilisation du spectre la plus efficace possible;	- een zo efficiënt mogelijk gebruik van het spectrum waarborgen;
- maximaliser la concurrence sur le marché mobile;	- de concurrentie op de mobiele markt maximaliseren;
- veiller à une recette équitable pour les autorités, étant donné qu'il s'agit ici d'un bien public précieux et rare;	- toezien op eerlijke inkomsten voor de overheden, aangezien het een kostbaar en schaars openbaar goed betreft;
- attribuer le spectre sur la base d'une procédure objective, transparente, proportionnée et non-discriminatoire;	- spectrum toewijzen op basis van een objectieve, transparante, evenredige en niet-discriminerende procedure;
- réduire la complexité et les coûts relatifs à l'exécution de la procédure d'attribution.	- de complexiteit en de kosten in verband met de toewijzingsprocedure beperken.
Commentaire article par article	Artikelsgewijze bespreking

¹² Institut belge des services postaux et des télécommunications.

¹³ Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Article 1^{er}	Artikel 1
Cet article définit un certain nombre de termes apparaissant dans l'arrêté.	Dit artikel definieert een aantal termen die voorkomen in het besluit.
Les définitions de "contrôle relatif à une personne" et "groupe pertinent" sont les mêmes que celles qui sont utilisées pour l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisation pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération (ci-après "l'arrêté royal 3G"), l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz (ci-après "l'arrêté royal 2,6 GHz") et l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz (ci-après "l'arrêté royal 800 MHz"). Les autres définitions ne nécessitent pas de commentaire.	De definities van "controle met betrekking tot een persoon" en "relevante groep" zijn dezelfde als deze gebruikt voor het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie (hierna "het 3G-koninklijk besluit"), het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz (hierna "het 2,6 GHz-koninklijk besluit") en het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz (hierna "het 800 MHz-koninklijk besluit"). De overige definities behoeven geen commentaar.
Article 2	Artikel 2
Les fréquences en question peuvent uniquement être obtenues par les opérateurs ayant fait une notification en vertu de l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après "loi du 13 juin 2005").	De betreffende frequenties kunnen slechts verworven worden door operatoren die een kennisgeving hebben gedaan in de zin van artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "wet van 13 juni 2005").
Article 3	Artikel 3
Les droits d'utilisation sont accordés pour une période de vingt ans, renouvelable par termes de cinq ans.	De gebruiksrechten worden toegekend voor een periode van twintig jaar, telkens verlengbaar met vijf jaar.
Les droits d'utilisation accordés initialement aux opérateurs 2G (sur base de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, ci-après "l'arrêté royal GSM" et sur base de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800, ci-après "l'arrêté royal DCS") et les droits d'utilisation accordés pour la bande 2,6 GHz (sur base de l'arrêté royal 2,6 GHz) étaient accordés pour une période de 15 ans. Les droits d'utilisation accordés aux opérateurs 3G (sur base de l'arrêté royal 3G) et les droits d'utilisation accordés pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz) étaient par contre accordés pour une période 20 ans.	De initieel aan de 2G-operatoren toegewezen gebruiksrechten (krachtens het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofonienetten, hierna "het GSM-koninklijk besluit", en krachtens het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten, hierna "het DCS-koninklijk besluit") en de gebruiksrechten toegewezen voor de 2,6 GHz-band (krachtens het 2,6 GHz-koninklijk besluit) waren geldig voor een periode van 15 jaar. De gebruiksrechten toegekend aan de 3G-operatoren (krachtens het 3G-koninklijk besluit) en de gebruiksrechten toegekend voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit) waren daarentegen toegekend voor een periode van 20 jaar.
Dans les autres pays européens, la durée de validité des droits d'utilisation est, en général, également comprise entre 15 et 20 ans.	In de overige Europese landen ligt de geldigheidsduur van de gebruiksrechten doorgaans ook tussen 15 en 20 jaar.

Les opérateurs sont favorables à des durées de validité plus longues afin d'avoir de la prédictibilité sur l'évolution à long terme de leurs activités.	De operatoren zijn voorstander van langere geldigheidstermijnen om de voorspelbaarheid van de ontwikkeling van hun activiteiten op lange termijn te vergroten.
Le présent arrêté prévoit une période initiale de 20 ans, renouvelable par périodes de 5 ans. Une durée de 20 ans est en effet suffisante pour assurer un retour sur investissement pour les opérateurs.	Dit besluit voorziet in een initiële periode van 20 jaar, telkens verlengbaar met periodes van 5 jaar. Een duur van 20 jaar volstaat inderdaad om een goed rendement te garanderen voor de operatoren.
[Début de la période de validité – 2020 ou dès la notification]	[Start van de geldigheidsperiode - 2020 of vanaf de kennisgeving]
Les droits d'utilisation ne sont pas valables dans l'espace aérien national ou dans la zone économique exclusive nationale en mer du Nord.	De gebruiksrechten zijn niet geldig in het nationale luchtruim of in de nationale exclusieve economische zone van de Noordzee.
Article 4	Artikel 4
Le paragraphe 1 ^{er} stipule la subdivision en blocs de la bande 3400-3800 MHz.	Paragraaf 1 bepaalt de onderverdeling in blokken van de 3400-3800 MHz-band.
La bande 3400-3800 MHz, d'une capacité totale de 400 MHz, est divisée en 40 blocs de 10 MHz.	De 3400-3800 MHz-band, met een totale capaciteit van 400 MHz, is onderverdeeld in 40 blokken van 10 MHz.
Les fréquences sont assignées sur une base technologiquement neutre. Ce qui signifie que l'opérateur peut déterminer lui-même la technologie qui sera implémentée.	De frequenties worden toegewezen op een technologisch neutrale basis. Dit betekent dat de operator zelf kan bepalen welke technologie geïmplementeerd wordt.
[En juin 2017], deux opérateurs disposent de droits d'utilisation pour la bande 3400-3600 MHz:	In [juni 2017] beschikken twee operatoren over gebruiksrechten voor de band 3400-3600 MHz:
- Citymesh, pour un total de 40 MHz; - Gridmax, pour un total de 40 MHz.	- Citymesh, voor een totaal van 40 MHz; - Gridmax, voor een totaal van 40 MHz.
Il faut noter que les mêmes fréquences sont attribuées à Citymesh et Gridmax, pour des communes différentes.	Er dient te worden opgemerkt dat dezelfde frequenties zijn toegewezen aan Citymesh als aan Gridmax, voor verschillende gemeenten.
Ces droits d'utilisation ne couvrent donc pas l'ensemble du territoire national (589 communes).	Deze gebruiksrechten dekken dus niet het volledige nationale grondgebied (589 gemeenten).
Ces droits d'utilisation expireront au plus tard le 7 mai 2025 (voir article 43).	Deze gebruiksrechten zullen uiterlijk op 7 mei 2025 verstrijken (zie artikel 43).
Il existe donc deux types de blocs différents:	Er bestaan dus twee verschillende soorten van blokken:
- les blocs pour lesquels des restrictions géographiques existent jusqu'au 7 mai 2025, au plus tard (voir article 7). Ces blocs représentent un total d'au maximum 40 MHz.	- de blokken waarvoor geografische beperkingen bestaan tot uiterlijk 7 mei 2025 (zie artikel 7). Deze blokken vertegenwoordigen een totaal van maximum 40 MHz.

- les blocs qui sont disponibles sur l'ensemble du territoire belge dès 2020. Ces blocs représentent un total d'au minimum 360 MHz.	- de blokken die beschikbaar zijn op het hele Belgische grondgebied vanaf 2020. Deze blokken vertegenwoordigen een totaal van ten minste 360 MHz.
La répartition du spectre entre les opérateurs est déterminée par les blocs spécifiques obtenus par chacun.	De verdeling van het spectrum tussen de operatoren wordt bepaald door de specifieke blokken die elk krijgt toegewezen.
Le paragraphe 2 stipule que les stations de base et les terminaux utilisent la même fréquence (mode TDD).	Paragraaf 2 bepaalt dat de basisstations en de eindtoestellen dezelfde frequentie (TDD-modus) gebruiken.
Le paragraphe 3 détermine la quantité maximale de spectre ("spectrum cap") que peut détenir un groupe pertinent afin de ne pas entraver la concurrence entre les différents opérateurs.	Paragraaf 3 bepaalt de maximale spectrumhoeveelheid ("spectrum cap") die een relevante groep kan innemen zonder de concurrentie tussen de verschillende operatoren in het gedrang te brengen.
Le choix d'un "spectrum cap" pour la bande 3400-3800 MHz est essentiellement un compromis entre le nombre possible d'infrastructures concurrentes utilisant la bande 3400-3800 MHz et le niveau de performances qui peut être atteint par chacune de ces infrastructures.	De keuze van een "spectrum cap" voor de 3400-3800 MHz-band is in hoofdzaak een compromis tussen het aantal mogelijke concurrerende infrastructures die gebruik maken van de 3400-3800 MHz-band en het prestatieniveau dat kan worden gehaald voor elk van deze infrastructures.
De nombreux acteurs estiment qu'idéalement chaque opérateur devrait détenir au minimum 100 MHz de spectre. Un spectrum cap inférieur à 100 MHz est donc difficilement envisageable. Le spectrum cap choisi (100 MHz) permet à quatre opérateurs concurrents de disposer, chacun, de 100 MHz.	Talrijke spelers vinden dat in een ideaal geval elke operator ten minste 100 MHz spectrum zou moeten hebben. Een spectrum cap van minder dan 100 MHz is dus moeilijk denkbaar. De gekozen spectrum cap (100 MHz) stelt vier concurrerende operatoren in staat om elk over 100 MHz te beschikken.
Si le nombre d'opérateurs qui détiendront des droits à l'issue de la procédure d'octroi ne peut pas être supérieur à trois, le spectrum cap est augmenté jusqu'à 150 MHz. Un spectrum cap de 150 MHz permet, dans le cas de trois opérateurs, que chaque opérateur détienne au moins 100 MHz. Le nombre maximum d'opérateurs qui peuvent détenir des droits d'utilisation à l'issue d'une procédure d'octroi est égal à la somme du nombre d'opérateur qui détiennent déjà des droits d'utilisation et du nombre de candidats qui ne détiennent pas encore de droits d'utilisation. Lors de la première procédure d'octroi, ce nombre est égal au nombre de candidats.	Indien het aantal operatoren die rechten hebben na afloop van de toewijzingsprocedure niet hoger kan zijn dan drie, dan wordt de spectrum cap verhoogd tot 150 MHz. Een spectrum cap van 150 MHz zorgt ervoor dat, in het geval van drie operatoren, elke operator over minstens 100 MHz beschikt. Het maximum aantal operatoren die over gebruiksrechten mogen beschikken na een toewijzingsprocedure is gelijk aan de som van het aantal operatoren die reeds over gebruiksrechten beschikken en het aantal kandidaten die er nog geen hebben. Tijdens de eerste toewijzingsprocedure is dit aantal gelijk aan het aantal kandidaten.
Les dispositions du paragraphe 4 permettent à l'IBPT de modifier la répartition des fréquences attribuées afin d'optimiser l'utilisation du spectre. Il est cependant clair que les opérateurs doivent disposer d'un délai raisonnable pour apporter ces modifications. L'octroi de cette compétence est conforme à l'article 13 de la loi du 13 juin 2005 ainsi qu'aux articles 8.1 et 8.2.d, de la directive 2002/21/CE	De bepalingen van paragraaf 4 stellen het BIPT in staat om de verdeling van de toegewezen frequenties te wijzigen om het spectrumgebruik te optimaliseren. Het is echter duidelijk dat de operatoren over een redelijke termijn moeten beschikken om deze wijzigingen aan te brengen. De toekenning van deze bevoegdheid is conform artikel 13 van de wet van 13 juni 2005 alsook de artikelen 8.1 en 8.2.d, van Richtlijn 2002/21/EG

du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques (directive "cadre").	van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten ("Kaderrichtlijn").
Article 5	Artikel 5
Vu le présent arrêté, l'obligation d'autorisation, conformément à l'article 39, § 1 ^{er} , de la loi du 13 juin 2005 est superflue.	Gelet op het onderhavige besluit is de vergunningsverplichting overeenkomstig artikel 39, § 1, van de wet van 13 juni 2005 overbodig.
Article 6	Artikel 6
En vertu de l'article 13, 3° de la loi du 13 juin 2005, l'IBPT est chargé de la coordination internationale des fréquences. A ce titre, l'IBPT conclut des accords de coordination transfrontalière.	Krachtens artikel 13, 3°, van de wet van 13 juni 2005 is het BIPT verantwoordelijk voor de internationale coördinatie van de frequenties. Hiertoe sluit het BIPT grensoverschrijdende coördinatieovereenkomsten.
Article 7	Artikel 7
Des restrictions géographiques existent pour 40 MHz, jusqu'au 7 mai 2025, au plus tard. Les droits d'utilisation ne peuvent pas être utilisés dans les communes où Citymesh et Gridmax (40 MHz), sont autorisés. Conformément à l'article 18, § 1 ^{er} , 2 ^{ème} alinéa de la loi du 13 juin 2005, les conditions techniques et opérationnelles nécessaires pour éviter les brouillages préjudiciable entre les opérateurs 3,6 GHz, d'une part, et Citymesh et Gridmax, d'autre part sont fixées par l'IBPT.	Er bestaan geografische beperkingen voor 40 MHz tot uiterlijk 7 mei 2025. De gebruiksrechten mogen niet gebruikt worden in de gemeenten waar Citymesh en Gridmax (40 MHz) zijn gemachtigd. Conform artikel 18, § 1, tweede lid, van de wet van 13 juni 2005, worden de technische en operationele voorwaarden nodig om schadelijke storingen te vermijden tussen de 3,6 GHz-operatoren enerzijds en Citymesh en Gridmax anderzijds, vastgelegd door het BIPT.
Article 8	Artikel 8
Les opérateurs mobiles publics sont soumis à plusieurs types de redevances.	De openbare mobiele operatoren zijn onderworpen aan verscheidene types van heffingen.
Les opérateurs mobiles publics sont tenus, au début de la période de validité des droits d'utilisation, de payer une redevance unique, conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005.	De openbare mobiele operatoren zijn ertoe gehouden om in het begin van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten een enige heffing te betalen, in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005.
Les opérateurs mobiles publics sont également tenus de payer des redevances annuelles. Le montant des redevances annuelles est fixé dans les arrêtés royaux d'exécution des articles 18 et 30 de la loi du 13 juin 2005.	De openbare mobiele operatoren zijn eveneens verplicht om jaarlijkse rechten te betalen. Het bedrag van de jaarlijkse rechten wordt vastgelegd in de koninklijke besluiten ter uitvoering van de artikelen 18 en 30 van de wet van 13 juni 2005.
Les redevances annuelles ont, entre autres, tout comme la redevance unique, pour but de garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	De jaarlijkse rechten hebben, onder andere, net zoals de enige heffing, tot doel om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
Le considérant 32 de la directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars	Considerans 32 van Richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart

2002 relative à l'autorisation des réseaux et services de communications électroniques (directive "autorisation") prévoit que les redevances relatives aux droits d'utilisation des fréquences puissent être composées d'un montant unique et d'un montant périodique.	2002 betreffende de machtiging voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten ("Machtigingsrichtlijn") bepaalt dat de heffingen voor de gebruiksrechten voor frequenties mogen samengesteld zijn uit een enig bedrag en een periodiek bedrag.
Jusqu'à présent, il existait deux types de redevances annuelles:	Tot op heden bestonden er twee soorten van jaarlijkse rechten:
- la redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation, visant uniquement à financer les activités de l'IBPT se rapportant à la gestion des droits d'utilisation;	- de jaarlijkse rechten voor het beheer van de gebruiksrechten, met als enige doel de activiteiten van het BIPT die verband houden met het beheer van de gebruiksrechten te financieren;
- la redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences, visant à financer les activités de l'IBPT et à garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	- de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, met het oog op het financieren van de activiteiten van het BIPT en om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
La redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences était due pour tous les droits d'utilisation, tandis que redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation n'était due que pour certains droits d'utilisation.	De jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties waren verschuldigd voor alle gebruiksrechten, terwijl de jaarlijkse rechten voor beheer van de gebruiksrechten enkel voor bepaalde gebruiksrechten verschuldigd waren.
Un seul type de redevance annuelle a été conservé, visant à financer les activités de l'IBPT et à garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	Een enkel type van jaarlijkse rechten werd behouden, met het oog op het financieren van de activiteiten van het BIPT en om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
La redevance annuelle s'élève à 10.000 euros par MHz.	Het jaarlijkse recht bedraagt 10.000 euro per MHz.
Les droits d'utilisation octroyés en vertu de l'arrêté royal du 24 mars 2009 ne couvrent pas l'ensemble du territoire national. L'arrêté royal du 24 mars 2009 prévoit des redevances qui dépendent du nombre d'habitants des communes autorisées. Pour l'année 2017, les redevances annuelles variaient entre 43 et 9.106 euros par MHz en fonction des opérateurs et blocs autorisés.	De gebruiksrechten toegekend krachtens het koninklijk besluit van 24 maart 2009 dekken niet het hele nationale grondgebied. Het koninklijk besluit van 24 maart 2009 voorziet in heffingen die afhangen van het aantal inwoners van de gemachtigde gemeenten. Voor het jaar 2017 variëren de jaarlijkse rechten tussen 43 en 9.106 euro per MHz afhankelijk van de operatoren en toegestane blokken.
Le montant des redevances annuelles est indépendant du nombre de stations de base de radiocommunications exploitant les fréquences en question. Ce type de disposition existe déjà et s'applique pour tous les droits d'utilisation existants relatifs à l'accès radioélectrique.	Het bedrag van de jaarlijkse rechten is onafhankelijk van het aantal basisstations voor radiocommunicatie die de frequenties in kwestie exploiteren. Dit soort van bepaling bestaat reeds en is van toepassing op alle bestaande gebruiksrechten betreffende de radiotoegang.
Jusqu'à présent, les redevances annuelles pour la mise à disposition des fréquences étaient dues uniquement pour les fréquences mises en service. Ce type de disposition favorise la thésaurisation du spectre et conduit à une exploitation non optimale des radiofréquences.	Tot op heden waren de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties enkel verschuldigd voor de frequenties die in gebruik werden genomen. Dit soort van bepaling bevordert het hamsteren van spectrum en leidt tot een niet-optimale uitbating van de radiofrequenties.

Le présent arrêté royal prévoit donc que les redevances annuelles sont dues dès que la durée de validité des droits d'utilisation a commencé. En effet dès que les droits d'utilisation sont octroyés, les radiofréquences relatives à ces droits ne peuvent plus être utilisées par un autre utilisateur.	Dit koninklijk besluit bepaalt dus dat de jaarlijkse rechten verschuldigd zijn van zodra de geldigheidsduur van de gebruiksrechten is begonnen. Zodra de gebruiksrechten zijn toegekend mogen de radiofrequenties in verband met deze rechten niet langer worden gebruikt door een andere gebruiker.
Article 9	Artikel 9
La bande 3600-4200 MHz est utilisée depuis de nombreuses années pour des faisceaux hertziens.	De 3600-4200 MHz-band wordt sinds tal van jaren gebruikt voor straalverbindingen.
Quand la bande 3600-3800 MHz sera utilisée pour des services à large bande sans fil, elle ne sera plus utilisable pour les faisceaux hertziens. Ces faisceaux hertziens devront faire l'objet d'un changement de fréquence avant le déploiement des réseaux à large bande sans fil.	Omdat de band 3600-3800 MHz zal worden gebruikt voor draadloze breedbanddiensten zal die niet meer kunnen worden gebruikt voor straalverbindingen. Deze straalverbindingen zullen van frequentie moeten veranderen voordat draadloze breedbandnetwerken worden uitgerold.
L'article 9 prévoit le mécanisme de dédommagement des titulaires d'autorisation concernés. Il y a lieu de noter que ces frais de dédommagement seront imputés sur le montant de la redevance unique.	Artikel 9 voorziet in een vergoedingsmechanisme voor de betrokken vergunninghouders. Er dient te worden opgemerkt dat deze vergoedingskosten zullen worden aangerekend op het bedrag van de enige heffing.
Article 10	Artikel 10
L'article 10 fixe un certain nombre de règles générales en matière de contrôle.	Artikel 10 legt een aantal algemene regels vast inzake de controle.
Article 11	Artikel 11
L'article 11 stipule que les opérateurs doivent informer le public de la couverture réalisée.	Artikel 11 bepaalt dat de operatoren het publiek moeten informeren over de gerealiseerde dekking.
Article 12	Artikel 12
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
Article 13	Artikel 13
Il y est stipulé qu'il est interdit à un candidat d'apporter des modifications aux éléments mentionnés dans sa candidature.	Hierin wordt bepaald dat het verboden is voor een kandidaat om wijzigingen aan te brengen aan de elementen die in zijn kandidatuur werden meegedeeld.
Le paragraphe 3 impose une obligation d'information au cas où il se produit une modification touchant à certaines déclarations du candidat. Il va de soi qu'il doit s'agir de modifications résultant de faits ou d'événements sur lesquels le candidat ne peut pas exercer d'influence. La contribution volontaire ou par négligence à des modifications peut contribuer à l'exclusion du candidat.	Paragraaf 3 legt een informatieverplichting op ingeval zich een wijziging voordoet met betrekking tot bepaalde verklaringen van de kandidaat. Het spreekt voor zich dat het moet gaan om wijzigingen als gevolg van feiten of gebeurtenissen waarop de kandidaat geen invloed kan uitoefenen. Het bewust of door nalatigheid in de hand werken van wijzigingen kan leiden tot de uitsluiting van de kandidaat.
Articles 14 et 15	De artikelen 14 en 15

Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Article 16	Artikel 16
Cette disposition vise à éviter que les candidats qui ne sont pas sérieux introduisent une candidature.	Deze bepaling heeft tot doel te vermijden dat niet-ernstige kandidaten een kandidatuur indienen.
Le taux d'intérêt mentionné, à savoir le taux d'intérêt de la facilité de dépôt, est celui proposé par la Banque Nationale de Belgique conformément aux décisions et directives de la Banque Centrale Européenne. Ce taux d'intérêt peut être négatif.	De vermelde interestvoet, met name de interestvoet van de depositofaciliteit, is deze vermeld door de Nationale Bank van België conform de besluiten en richtlijnen van de Europese Centrale Bank. Deze interestvoet kan negatief zijn.
Article 17	Artikel 17
Ce n'est pas à l'Institut de choisir parmi un groupe pertinent l'entité qui participera à la procédure d'attribution. Si le groupe pertinent ne parvient pas à prendre lui-même une décision pertinente en la matière, il est exclu de la procédure d'attribution.	Het is niet aan het Instituut om uit een relevante groep die entiteit te kiezen die zal deelnemen aan de procedure voor toekenning. Indien de relevante groep zelf niet tot een duidelijke beslissing ter zake komt, wordt ze uitgesloten van de procedure voor toekenning.
Articles 18 et 19	De artikelen 18 en 19
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Articles 20 à 40	Artikelen 20 tot 40
Ces articles règlent le déroulement pratique de la procédure d'attribution.	Deze artikelen regelen het praktische verloop van de toewijzingsprocedure.
Il y a lieu de noter que les frais de consultants qui assisteront l'autorité publique dans la préparation et le déroulement de la mise aux enchères seront imputés sur le montant de la redevance unique (article 41, § 2).	Er moet worden opgemerkt dat de kosten van consultants die de overheid zullen bijstaan bij de voorbereiding en het verloop van de veiling zullen worden aangerekend op het bedrag van de enige heffing (artikel 41, § 2).
La procédure (articles 26 à 36) est une mise aux enchères de type SMRA (Simultaneous Multiple Round Ascending Auction).	De procedure (artikelen 26 tot 36) is een veiling van het type SMRA (Simultaneous Multiple Round Ascending Auction).
Les formats d'enchères les plus utilisés sont le SMRA et le CCA (Combinatorial Clock Auction). Le SMRA facilite la détermination du prix, est plus simple et transparent que le CCA, et apporte plus de flexibilité aux soumissionnaires. De plus, l'IBPT a déjà l'expérience de ce format d'enchère. En effet, toutes les enchères pour le spectre en Belgique ont été de type SMRA.	De vaakst gebruikte veilingformaten zijn de SMRA en de CCA (Combinatorial Clock Auction). Een SMRA vergemakkelijkt de prijsbepaling, is eenvoudiger en transparanter dan een CCA, en geeft meer flexibiliteit aan de inschrijvers. Bovendien heeft het BIPT reeds ervaring met dit soort van veiling. Alle spectrumveilingen in België waren immers van het type SMRA.
Pendant la procédure de mise aux enchères, les soumissionnaires peuvent faire plusieurs offres lors de chaque tour pour des lots individuels. Ils peuvent modifier leur demande	Tijdens de veilingprocedure kunnen de inschrijvers verscheidene biedingen doen tijdens elke ronde voor individuele percelen. Tijdens opeenvolgende ronden kunnen ze hun vraag wijzigen, met

lors des tours successifs, dans le respect de certaines règles d'activités.	inachtneming van bepaalde activiteitenregels.
La procédure est similaire à la procédure pour la bande 2,6 GHz (sur base de l'arrêté royal 2,6 GHz) et à la procédure pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz).	De procedure lijkt op de procedure voor de 2,6 GHz-band (krachtens het 2,6 GHz-koninklijk besluit) en de procedure voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit).
L'article 21 interdit aux candidats de poser des actes susceptibles de manipuler la procédure.	Artikel 21 verbiedt de kandidaten handelingen te stellen die de procedure kunnen manipuleren.
L'article 22 interdit en particulier les accords entre candidats ou tiers susceptibles d'influencer la procédure.	Artikel 22 verbiedt in het bijzonder afspraken tussen kandidaten of met derden die de procedure zouden kunnen beïnvloeden.
L'article 24 décrit les infractions qui conduisent automatiquement à l'exclusion de la procédure. Il s'agit d'infractions qui mettent en péril l'égalité des candidats. Par analogie au droit disciplinaire, l'on peut dire que des sanctions doivent certes être précisément définies (" <i>nulla poena sine lege</i> "), mais que cela ne vaut pas pour les infractions, qui en l'espèce ne peuvent pas être définies à l'avance (" <i>L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive ...</i> " DU JARDIN, J., " <i>Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels</i> ", J.T., 2000, 627-628).	Artikel 24 beschrijft de inbreuken die automatisch leiden tot uitsluiting van de procedure. Het gaat om inbreuken die de gelijkheid van de kandidaten in het gedrang brengen. Naar analogie met het tuchtrecht kan worden gesteld dat sancties weliswaar duidelijk moeten bepaald zijn (" <i>nulla poena sine lege</i> "), maar dat zulks niet geldt voor inbreuken die in casu niet op voorhand definieerbaar zijn (" <i>L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive...</i> " DU JARDIN, J., " <i>Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels</i> ", J.T., 2000, 627-628).
Les articles 26 à 28 reprennent les mécanismes de surenchérissment et de définition des offres dans le cadre de la procédure d'enchères.	Artikelen 26 tot 28 bevatten de mechanismen voor nieuwe prijsstijgingen en de definitie van de aanbiedingen in het kader van de veilingprocedure.
Les autres articles ne nécessitent pas de commentaire.	De overige artikelen behoeven geen commentaar.
Articles 41 et 42	De artikelen 41 en 42
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
Article 43	Artikel 43
La modification permet un alignement de la date de fin des droits d'utilisation de Citymesh et Gridmax au 7 mai 2025. Dans tous les cas, la prolongation de ces droits d'utilisation au-delà du 7 mai 2025 n'est plus possible.	Dankzij de wijziging kan de einddatum van de gebruiksrechten van Citymesh en Gridmax op 7 mei 2025 worden afgestemd. In elk geval is het niet langer mogelijk om deze gebruiksrechten na 7 mei 2025 te verlengen.
Article 44	Artikel 44
L'ajout prévu à l'article 44, § 2, permet à l'IBPT de réorganiser les autorisations existantes dans la bande 3400-3600 MHz. Une telle réorganisation n'est envisageable qu'après	De toevoeging waarin artikel 44, § 2, voorziet, stelt het BIPT in staat om de bestaande vergunningen in de band 3400-3600 MHz te herschikken. Een dergelijke herschikking kan pas beoogd worden na

avoir consulté les parties concernées, dans des cas objectivement justifiés, dans des délais et dans des proportions raisonnables. Cette réorganisation pourrait avoir lieu avant le lancement de la procédure d'attribution 5G. L'avantage d'une telle réorganisation est de permettre à tous les opérateurs d'obtenir des blocs contigus. L'IBPT devra déterminer, le moment venu, du bien foncé d'une telle réorganisation.	raadpleging van de betrokken partijen, in objectief gerechtvaardigde gevallen, binnen redelijke termijnen en in redelijke verhoudingen. Deze herschikking zou kunnen plaatsvinden voor de lancering van de 5G-toewijzingsprocedure. Het voordeel van een dergelijke herschikking is dat alle operatoren aaneensluitende blokken kunnen verwerven. Het BIPT zal, te gepasten tijde, moeten beslissen over de gegrondheid van een dergelijke herschikking.
Article 45	Artikel 45
Les modifications concernent les redevances pour les droits d'utilisation octroyés en vertu de l'arrêté royal du 24 mars 2009. Ces modifications visent à éviter que:	De wijzigingen betreffen de heffingen voor de gebruiksrechten verleend krachtens het koninklijk besluit van 24 maart 2009. Deze wijzigingen willen vermijden dat:
- ces redevances annuelles soient supérieures à 10.000 euros par MHz;	- deze jaarlijkse rechten meer bedragen dan 10.000 euro per MHz;
- un opérateur ne paie deux fois des redevances pour les mêmes fréquences.	- een operator twee keer de rechten voor dezelfde frequenties betaalt.
Article 46	Artikel 46
Il n'y aura plus de nouvelles procédures d'attribution conformément à l'arrêté royal du 24 mars 2009.	Er zullen geen nieuwe toewijzingsprocedures meer zijn overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 maart 2009.
Article 47	Artikel 47
Il ne sera plus possible d'ajouter des communes à la liste des communes autorisées.	Het zal niet langer mogelijk zijn om gemeenten toe te voegen aan de lijst van de gemachtigde gemeenten.
Articles 48 et 49	Artikelen 48 en 49
Tous les droits d'utilisation octroyés en vertu de l'arrêté royal du 24 mars 2009 arrivent à échéance au plus tard le 7 mai 2025. L'arrêté royal du 24 mars 2009 n'a donc plus de raison d'être à partir de cette date.	Alle gebruiksrechten toegekend krachtens het koninklijk besluit van 24 maart 2009 verstrijken ten laatste op 7 mei 2025. Het koninklijk besluit van 24 maart 2009 heeft dus geen bestaansreden meer vanaf die datum.
Article 50	Artikel 50
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.	Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.
J'ai l'honneur d'être,	Ik heb de eer te zijn,
Sire,	Sire,
de Votre Majesté,	van Uwe Majesteit,
le très respectueux	de zeer eerbiedige
et très fidèle serviteur,	en zeer getrouwe dienaar,

Le Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,
-------------------------------------	-----------------------------------

... - Arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande 3400-3800 MHz	... - Koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de 3400-3800 MHz-band
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
À tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 13, alinéa 1 ^{er} , l'article 18 modifié par la loi du 10 juillet 2012 et par la loi du 27 mars 2014, l'article 20, § 1 ^{er} modifié par la loi du 10 juillet 2012, l'article 29, § 2, l'article 30 modifié par la loi du 15 mars 2010, par la loi du 29 mai 2013 et par la loi du [] et l'article 39, § 2;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 13, eerste lid, artikel 18, gewijzigd door de wet van 10 juli 2012 en door de wet van 27 maart 2014, artikel 20, § 1, gewijzigd door de wet van 10 juli 2012, artikel 29, § 2, artikel 30, gewijzigd door de wet van 15 maart 2010, door de wet van 29 mei 2013 en door de wet van [] en artikel 39, § 2;
Vu l'arrêté royal du 24 mars 2009 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz;	Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 2009 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500 / 3510-3600 MHz en 10150-10300 / 10500-10650 MHz;
Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;	Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;
Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le [];	Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op [];
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le [];	Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op [];
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le [];	Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op [];
Vu la consultation du [] au [] du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision;	Gelet op de raadpleging van [] tot [] van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;
Vu la consultation du Comité de concertation du [];	Gelet op de raadpleging van het Overlegcomité van [];
Vu l'avis XX.XXX/X du Conseil d'Etat, donné le [], en application de l'article 84, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o , des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;	Gelet op advies XXXXX/X van de Raad van State, gegeven op [], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2 ^o , van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil,	Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,
Nous avons arrêté et arrêtons:	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
CHAPITRE 1^{er} - Terminologie et définitions	HOOFDSTUK 1. - Terminologie en definities.

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par:	Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:
1° "terminal": équipement hertzien d'un utilisateur final;	1° "eindapparatuur": radioapparatuur van een eindgebruiker;
2° "accès radioélectrique": communications assurées par voie hertzienne entre un terminal et une station de base;	2° "radiotoegang": Verbindingen via radiogolven tussen een eindtoestel en een basisstation;
3° "réseau d'accès radioélectrique": ensemble des stations de base nécessaires pour offrir l'accès radioélectrique;	3° "netwerk voor radiotoegang": geheel van de basisstations die nodig zijn om radiotoegang te verlenen;
4° "droits d'utilisation": droits octroyés par l'Institut couvrant l'utilisation des fréquences visées à l'article 4;	4° "gebruiksrechten": door het Instituut toegekende rechten die het gebruik dekken van de frequenties vermeld in artikel 4;
5° "opérateur 3,6 GHz": opérateur ayant obtenu des droits d'utilisation;	5° "3,6 GHz-operator": operator die gebruiksrechten heeft verworven;
6° "contrôle relatif à une personne": le pouvoir en droit ou en fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants de cette personne, ou sur l'orientation de sa gestion. Le contrôle peut être exercé de façon exclusive ou conjointe, directement ou via un intermédiaire, et sera interprété conformément aux articles 5 à 9 du Code des sociétés, Livre Ier, Titre II, Chapitre II, étant entendu que lorsqu'il y est question d'une majorité, cette majorité s'élèvera à 50 % ou plus;	6° "controle met betrekking tot een persoon": de bevoegdheid in rechte of in feite om een beslissende invloed uit te oefenen op de aanstelling van de meerderheid van de bestuurders of zaakvoerders van die persoon of op de oriëntatie van het beheer ervan. De controle kan exclusief of gezamenlijk, direct of via een tussenpersoon worden uitgeoefend en wordt geïnterpreteerd conform de artikelen 5 tot 9 van het Wetboek van Vennootschappen, Boek I, Titel II, Hoofdstuk II, op voorwaarde dat wanneer er sprake is van een meerderheid, deze meerderheid 50% of meer bedraagt;
7° "groupe pertinent": par rapport à une personne (la "première personne"):	7° "relevante groep": ten opzichte van een persoon (de "eerste persoon"):
a) la première personne, et;	a) de eerste persoon, en;
b) toute personne contrôlée par la première personne, et;	b) elke persoon die wordt gecontroleerd door de eerste persoon, en;
c) toute personne (la "deuxième personne") qui contrôle la première personne, et;	c) elke persoon (de "tweede persoon") die de eerste persoon controleert, en;
d) toute personne contrôlée par la deuxième personne, et;	d) elke persoon die wordt gecontroleerd door de tweede persoon, en;
e) toute personne avec laquelle une des personnes visées sous a) à c) constitue un consortium, au sens de l'article 10 du Code des sociétés, Livre Ier, Titre II, Chapitre II.	e) elke persoon waarmee een van de onder a) tot c) beoogde personen een consortium vormt in de betekenis van artikel 10 van het Wetboek van Vennootschappen, Boek I, Titel II, Hoofdstuk II.

8° "arrêté royal du 24 mars 2009": arrêté royal du 24 mars 2009 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500 / 3510-3600 MHz et 10150-10300 / 10500-10650 MHz.	8° "koninklijk besluit van 24 maart 2009": koninklijk besluit van 24 maart 2009 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500/3510-3600 MHz en 10150-10300/10500-10650 MHz.
CHAPITRE 2. – Généralités	HOOFDSTUK 2. - Algemeen
Art. 2. Le présent arrêté s'applique à tout opérateur ayant fait une notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques qui désire obtenir des fréquences afin d'offrir l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences visées à l'article 4.	Art. 2. Dit besluit is van toepassing op iedere operator die een kennisgeving heeft gedaan overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en die frequenties wenst te verwerven voor het aanbieden van radiotoegang in de frequentiebanden vermeld in artikel 4.
Art. 3. § 1^{er}. Les droits d'utilisation sont valables [pendant une période de vingt ans] à partir [du 1 ^{er} janvier 2020 ou] de la date de la notification visée à l'article 41, § 2 [si cette date est postérieure au 1 ^{er} juin 2020] [et jusqu'au 7 mai 2040].	Art. 3. § 1. De gebruiksrechten zijn geldig [voor een periode van twintig jaar] [vanaf 1 januari 2020 of] vanaf de datum van de kennisgeving bedoeld in artikel 41, § 2, [indien deze datum later valt dan 1 juni 2020] [en tot 7 mei 2040].
A l'expiration de cette première période, les droits d'utilisation peuvent être prolongés par l'Institut, par périodes de cinq ans. L'Institut prend une décision à cet effet, au plus tard deux ans avant l'expiration de la période, après avoir entendu l'opérateur concerné.	Na afloop van die eerste periode kunnen de gebruiksrechten telkens voor vijf jaar worden verlengd door het Instituut. Daartoe neemt het Instituut een beslissing uiterlijk twee jaar voor het verstrijken van de periode en na de betrokken operator te hebben gehoord.
§ 2. A l'exception des restrictions prévues à l'article 7, les droits d'utilisation couvrent la mise en œuvre d'un réseau d'accès radioélectrique sur l'ensemble du territoire national.	§ 2. Met uitzondering van de beperkingen waarin artikel 7 voorziet, dekken de gebruiksrechten de implementatie van een netwerk voor radiotoegang op het gehele nationale grondgebied.
CHAPITRE 3. - Utilisation des fréquences	HOOFDSTUK 3. - Gebruik van de frequenties
Art. 4. § 1^{er}. L'Institut assigne, conformément aux dispositions du Chapitre 8, quarante blocs de fréquences dans la bande de fréquences 3400-3800 MHz:	Art. 4. § 1. Het Instituut wijst, overeenkomstig de bepalingen in Hoofdstuk 8, veertig frequentieblokken toe in de frequentieband 3400-3800 MHz:
Les limites du bloc de fréquences N, avec N compris entre 1 et 40, sont:	De grenzen van het frequentieblok N, waarbij N tussen 1 en 40 ligt, zijn:
1° limite inférieure: 3400 MHz + (N-1) x 10 MHz; et	1° ondergrens: 3400 MHz + (N-1) x 10 MHz; en
2° limite supérieure: 3400 MHz + N x 10 MHz.	2° bovengrens: 3400 MHz + N x 10 MHz.
§ 2. La bande de fréquences 3400-3800 MHz est utilisée à l'émission par les stations de base et par les terminaux.	§ 2. De frequentieband 3400-3800 MHz wordt gebruikt voor het uitzenden door de basisstations als door de eindtoestellen.

<p>§ 3. Un groupe pertinent ne peut détenir qu'au maximum 100 MHz dans la bande de fréquences 3400-3800 MHz.</p>	<p>§ 3. Een relevante groep kan niet meer dan maximaal 100 MHz innemen in de frequentieband 3400-3800 MHz.</p>
<p>En dérogation à l'alinéa 1^{er}, si lors d'une procédure d'octroi des droits d'utilisation, le nombre de candidats jugés recevables conformément à l'article 18 est tel que le nombre d'opérateurs détenant des droits d'utilisation en vertu du présent arrêté à l'issue de la procédure ne peut en aucun cas être supérieur à trois, un groupe pertinent peut détenir jusqu'à 150 MHz dans la bande de fréquences 3400-3800 MHz.</p>	<p>In afwijking van het eerste lid, indien tijdens een procedure voor toekenning van gebruiksrechten het aantal kandidaten dat ontvankelijk wordt bevonden conform artikel 18 zo is dat het aantal operatoren die gebruiksrechten hebben krachtens dit besluit na afloop van de procedure in geen geval groter kan zijn dan drie, kan een relevante groep tot 150 MHz in de frequentieband 3400-3800 MHz houden.</p>
<p>§ 4. L'Institut peut, après avoir entendu les parties concernées, modifier la répartition des fréquences attribuées, sans modifier la quantité de spectre attribuée à chaque opérateur, dans des cas objectivement justifiés, dans des délais et dans des proportions raisonnables.</p>	<p>§ 4. Het Instituut mag, na de betrokken partijen te hebben gehoord, de verdeling van de toegewezen frequenties wijzigen, zonder de kwantiteit spectrum toegekend aan elke operator te wijzigen, in objectief gerechtvaardigde gevallen, binnen redelijke termijnen en verhoudingen.</p>
<p>Art. 5. L'emploi des stations de radiocommunications dans le cadre de l'accès radioélectrique et dans les bandes de fréquences visées à l'article 4 est exempté de l'autorisation visée à l'article 39, § 1^{er}, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p>Art. 5. Het gebruik van de stations voor radiocommunicatie in het kader van de radiotoegang en in de frequentiebanden vermeld in artikel 4 is vrijgesteld van de vergunning bedoeld in artikel 39, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>
<p>Art. 6. L'opérateur 3,6 GHz respecte les contraintes résultant de la coordination transfrontalière dans le cadre des accords internationaux conclus par l'Institut.</p>	<p>Art. 6. De 3,6 GHz-operator respecteert de verplichtingen die voortvloeien uit de grensoverschrijdende coördinatie in het kader van de internationale overeenkomsten die het Instituut gesloten heeft.</p>
<p>Art. 7. Jusqu'au 7 mai 2025, les fréquences pour lesquelles des droits d'utilisation en vertu de l'arrêté du 24 mars 2009 sont en cours de validité ne peuvent pas être utilisées dans les communes autorisées conformément à ces droits d'utilisation.</p>	<p>Art. 7. Tot 7 mei 2025 mogen de frequenties waarvoor gebruiksrechten krachtens het besluit van 24 maart 2009 gelden, niet worden gebruikt in de gemachtigde gemeenten conform deze gebruiksrechten.</p>
<p>CHAPITRE 4. - Redevances pour l'utilisation du spectre radioélectrique et le contrôle des fréquences</p>	<p>HOOFDSTUK 4. - Rechten voor het gebruik van het radiospectrum en de controle op de frequenties</p>
<p>Art. 8. § 1^{er}. L'opérateur 3,6 GHz acquitte une redevance, appelée redevance annuelle de mise à disposition des fréquences.</p>	<p>Art. 8. § 1. De 3,6 GHz-operator betaalt een heffing genaamd jaarlijks recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties.</p>
<p>La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences s'élève à 10.000 euros par MHz attribué.</p>	<p>Het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties bedraagt 10.000 euro per toegewezen MHz.</p>
<p>Le montant de cette redevance est indépendant du nombre stations de radiocommunications exploitant la fréquence en question.</p>	<p>Het bedrag van dat recht is onafhankelijk van het aantal stations voor radiocommunicatie die de frequentie in kwestie exploiteren.</p>

<p>§ 2. L'opérateur 3,6 GHz paie la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences, pour les blocs de fréquences attribués au premier janvier de l'année sur laquelle porte la redevance, au plus tard le 31 janvier de l'année sur laquelle porte la redevance.</p>	<p>§ 2. De 3,6 GHz-operator betaalt het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, voor de frequentieblokken toegewezen op 1 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft, uiterlijk 31 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft.</p>
<p>Le premier paiement de la redevance annuelle de mise à disposition pour chaque bloc de fréquences attribué est effectué, dans les trente jours suivant le début de la période de validité des droits d'utilisation pour ce bloc de fréquences, au prorata du nombre de mois restant jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.</p>	<p>De eerste betaling van het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling voor elk toegewezen frequentieblok wordt verricht binnen de dertig dagen vanaf de aanvang van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten voor dat frequentieblok, naar rata van het aantal maanden dat overblijft tot 31 december van het lopende jaar.</p>
<p>Si les droits d'utilisation pour un bloc de fréquences prennent fin, la redevance annuelle de mise à disposition pour ce bloc de fréquences est due jusqu'au mois durant lequel les droits d'utilisation prennent fin.</p>	<p>Indien de gebruiksrechten voor een frequentieblok verstrijken, wordt het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling voor dat frequentieblok verschuldigd tijdens de maand waarin de gebruiksrechten verstrijken.</p>
<p>Pour l'application des dispositions des deux alinéas précédents, tout mois incomplet est compté comme un mois entier.</p>	<p>Voor de toepassing van de bepalingen van de twee voorgaande leden moet elke onvolledige maand voor een volle maand worden aangerekend.</p>
<p>§ 3. Les montants sont adaptés à l'indice des prix à la consommation, le 1^{er} janvier de chaque année.</p>	<p>§ 3. De bedragen worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.</p>
<p>L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre, qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation a lieu, par l'indice des prix du mois de décembre 2015. Après application du coefficient, les montants obtenus sont arrondis à la centaine d'euros supérieure.</p>	<p>De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door het indexcijfer van de maand december die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing plaatsvindt, te delen door het indexcijfer van de maand december 2015. Na toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen afgerond tot het hogere honderdtal in euro.</p>
<p>CHAPITRE 5. - Précédents utilisateurs de la bande</p>	<p>HOOFDSTUK 5. - Vorige gebruikers van de band</p>
<p>Art. 9. § 1^{er}. Les autorisations attribuées par l'Institut, dans la bande de fréquences 3600-3800 MHz, en vertu de l'arrêté royal du 18 décembre 2009 relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées, ne sont plus valables à partir [du 1^{er} janvier 2020][6 mois après la date la première notification visée à l'article 41, § 2].</p>	<p>Art. 9. § 1. De door het Instituut toegewezen vergunningen in de frequentieband 3600-3800 MHz, krachtens het koninklijk besluit van 18 december 2009 betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen, zijn niet langer geldig vanaf [1 januari 2020] [6 maanden na de datum van de eerste kennisgeving zoals bedoeld in artikel 41, § 2].</p>
<p>§ 2. Chaque titulaire d'autorisation concerné peut être indemnisé des frais encourus par le réaménagement de ses réseaux de radiocommunications.</p>	<p>§ 2. Elke betrokken vergunninghouder kan worden vergoed voor de kosten opgelopen door de herschikking van zijn radiocommunicatienetwerken.</p>

A cette fin, le titulaire d'autorisation concerné établit un rapport détaillé motivant le montant réclamé et communique ce rapport à l'Institut, au plus tard 6 mois après la première notification visée à l'article 41, § 2.	Daartoe stelt de betrokken vergunninghouder een uitvoerig verslag op ter motivering van het gevorderde bedrag en bezorgt dit verslag aan het Instituut, ten laatste 6 maanden na de eerste kennisgeving zoals bedoeld in artikel 41, § 2 .
Ce rapport est examiné par l'Institut qui détermine le bien-fondé du montant réclamé et auquel le titulaire d'autorisation concerné fournit toute information supplémentaire de nature à permettre une évaluation complète et objective.	Het Instituut onderzoekt dit verslag en bepaalt de gegrondheid van het gevorderde bedrag waarbij de betrokken vergunninghouder elke bijkomende inlichting verstrekt die vereist is voor een volledige en objectieve beoordeling.
§ 2. L'Institut indemnise chaque titulaire d'autorisation concerné. Le montant de l'indemnité est fixé par l'Institut sur base des informations fournies par le titulaire d'autorisation concerné et de son examen de ces informations.	§ 2. Het Instituut vergoedt elke betrokken vergunninghouder. Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld door het Instituut op basis van de informatie van de betrokken vergunninghouder en op basis van de analyse van deze informatie.
§ 3. Les frais de dédommagement des titulaires d'autorisation concernés sont déduits du montant de la redevance unique.	§ 3. De kosten voor vergoeding van de betrokken vergunninghouders worden afgehouden van het bedrag van de enige heffing.
CHAPITRE 6. - Contrôle	HOOFDSTUK 6. - Controle
Art. 10. § 1^{er}. Un opérateur 3,6 GHz est tenu de fournir à la demande de l'Institut toute information concernant l'état de mise en œuvre de son réseau, la commercialisation des services et sa situation financière.	Art. 10. § 1. Een 3,6 GHz-operator is ertoe gehouden op verzoek van het Instituut alle informatie te verstrekken over de voortgang van de aanleg van zijn netwerk, de commercialisering van de diensten en zijn financiële toestand.
§ 2. L'opérateur 3,6 GHz communique, chaque année à l'Institut, au plus tard le 30 juin, un rapport relatif à ses activités au cours de l'année précédente. Ce rapport comporte au moins les informations suivantes:	§ 2. De 3,6 GHz-operator moet elk jaar, uiterlijk op 30 juni, aan het Instituut een verslag sturen over zijn activiteiten van het voorgaande jaar. Dat verslag bevat minstens de volgende informatie:
1° la zone de couverture réalisée;	1° de gerealiseerde dekkingszone;
2° une description des services offerts;	2° een beschrijving van de aangeboden diensten;
3° le nombre de clients.	3° het aantal klanten.
L'opérateur 3,6 GHz collabore gratuitement à toute demande de l'Institut visant à vérifier que les dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation sont respectées.	De 3,6 GHz-operator verleent kosteloos zijn medewerking aan elk verzoek van het Instituut dat bedoeld is om na te gaan of de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten nageleefd worden.
§ 3. L'opérateur 3,6 GHz met gratuitement à la disposition de l'Institut dix raccordements de service sur son réseau, en vue de permettre la vérification du respect des dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation.	§ 3. De 3,6 GHz-operator stelt het Instituut gratis tien dienst aansluitingen op zijn netwerk ter beschikking om het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten mogelijk te maken.
CHAPITRE 7. - Couverture	HOOFDSTUK 7. - Dekking

Art. 11. § 1^{er}. L'opérateur 3,6 GHz informe clairement et précisément le public sur la couverture offerte par son service. L'information fournie permet au public de constater clairement où il peut utiliser le service en question.	Art. 11. § 1. De 3,6 GHz-operator brengt het publiek duidelijk en precies op de hoogte over de dekking die door zijn dienst wordt geboden. De verstrekte informatie stelt het publiek in staat om ondubbelzinnig vast te stellen waar het van de betreffende dienst gebruik kan maken.
§ 2. Cette information est également communiquée à l'Institut au moins deux fois par an.	§ 2. Deze informatie wordt eveneens ten minste tweemaal per jaar aan het Instituut bezorgd.
CHAPITRE 8. - Procédure d'octroi des droits d'utilisation	HOOFDSTUK 8. - Procedure voor de toekenning van de gebruiksrechten
Section 1^{ère}. – Candidature	Afdeling 1. – Kandidatuur
Art. 12. L'opérateur, qui souhaite obtenir des droits d'utilisation, pose sa candidature dans les formes et conformément aux conditions fixées dans le présent chapitre.	Art. 12. Een operator die gebruiksrechten wil verwerven, dient zijn kandidatuur in in de vorm en volgens de voorwaarden die in dit hoofdstuk worden vastgesteld.
Art. 13. § 1^{er}. Le candidat reste lié par sa candidature à partir de son dépôt et notamment jusqu'à ce que:	Art. 13. § 1. De kandidaat blijft gebonden door zijn kandidatuur vanaf de indiening ervan tot:
1° des droits d'utilisation lui soit attribués, ou;	1° hem gebruiksrechten worden toegewezen, of;
2° il se retire de manière régulière de la procédure d'octroi des droits d'utilisation, ou;	2° hij zich op regelmatige wijze terugtrekt uit de procedure tot toekenning van gebruiksrechten, of;
3° il soit exclu de la procédure.	3° hij wordt uitgesloten van de procedure.
§ 2. Le candidat ne peut apporter aucune modification à sa candidature après son dépôt.	§ 2. De kandidaat mag geen enkele wijziging aanbrengen aan zijn kandidatuur na de indiening ervan.
§ 3. Le candidat est tenu d'informer immédiatement, par écrit, l'Institut d'événements et de faits qui ont ou pourraient avoir une influence sur les déclarations que le candidat a faites conformément à l'article 15.	§ 3. De kandidaat is verplicht het Instituut onmiddellijk schriftelijk in kennis te stellen van gebeurtenissen en feiten die een invloed hebben of zouden kunnen hebben op de verklaringen die de kandidaat aflegde overeenkomstig artikel 15.
Art. 14. § 1^{er}. La candidature est déposée de la manière suivante:	Art. 14. § 1. De kandidaatstelling gebeurt als volgt:
1° entre 9 et 17 heures durant les jours ouvrables, et au plus tard à la date et à l'heure déterminées par l'Institut et publiées au Moniteur belge;	1° tussen 9 en 17 uur op werkdagen, en uiterlijk op de datum en het uur zoals bepaald door het Instituut en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad;
2° auprès de l'Institut, contre remise d'un accusé de réception;	2° bij het Instituut, tegen ontvangstbewijs;
3° en deux exemplaires, avec indication d'un exemplaire original, signé par les représentants habilités des candidats.	3° in twee exemplaren, met aanduiding van een origineel exemplaar, ondertekend door de gemachtigde vertegenwoordigers van de kandidaten.

§ 2. Dans sa publication au Moniteur belge, l'Institut indique quels blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1 ^{er} , sont concernés.	§ 2. In de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad duidt het Instituut aan welke frequentieblokken zoals vermeld in artikel 4, § 1, zijn betrokken.
Art. 15. § 1^{er}. La candidature contient les renseignements suivants:	Art. 15. § 1. De kandidatuur bevat de volgende informatie:
1° l'adresse, le numéro de téléphone et de fax au sein de l'UE où le candidat peut être joint les jours ouvrables entre 8 et 19 heures et qui vaut pour cette procédure comme étant l'adresse officielle du candidat, s'agissant de lui remettre des documents, d'y faire parvenir des communications et d'y effectuer des notifications;	1° het telefoon- en faxnummer in de EU waarop de kandidaat op werkdagen, tussen 8 en 19 uur, bereikt kan worden en het adres dat voor deze procedure geldt als het officiële adres van de kandidaat met de bedoeling er documenten af te leveren, kennisgevingen te doen geworden en betekeningen te verrichten;
2° les noms, titres, qualités, et signatures d'une personne au moins légalement habilitée à représenter pleinement le candidat, en vertu de la loi ou des statuts du candidat pour tous les actes qui peuvent être liés à la procédure d'octroi des droits d'utilisation;	2° de namen, titels, hoedanigheden en handtekeningen van minstens één persoon die wettelijk bevoegd is om de kandidaat ten volle te vertegenwoordigen krachtens de wet of de statuten van de kandidaat voor alle handelingen die verband kunnen hebben met de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten;
3° les statuts du candidat ou, à défaut, les documents équivalents qui régissent le fonctionnement du candidat;	3° de statuten van de kandidaat of, bij gebreke daarvan, equivalente documenten die de werking van de kandidaat regelen;
4° la preuve ou, lorsqu'une telle preuve n'est pas délivrée dans le pays où le siège du candidat est établi, une déclaration sur l'honneur que le candidat:	4° het bewijs, of indien een dergelijk bewijs niet uitgereikt wordt in het land waar de zetel van de kandidaat gevestigd is, een verklaring onder ede dat de kandidaat:
a) ne se trouve pas en état de faillite ou de liquidation, ou dans une situation analogue, et;	a) niet in staat van faillissement of van vereffening of een gelijkaardige toestand verkeert, en;
b) n'a pas fait de déclaration de faillite et n'est pas impliqué dans une procédure de liquidation ou une procédure de concordat judiciaire, et n'est pas impliqué dans une procédure analogue, en vertu d'une réglementation étrangère;	b) geen aangifte van faillissement heeft gedaan en niet betrokken is in een procedure van vereffening of van gerechtelijk akkoord of in een soortgelijke procedure volgens een buitenlandse regelgeving;
5° un relevé détaillé, clair et complet de la structure de l'actionnariat du candidat;	5° een gedetailleerd, duidelijk en volledig overzicht van de aandeelhoudersstructuur van de kandidaat;
6° la preuve du paiement du montant visé à l'article 16;	6° het bewijs van de betaling van het bedrag bedoeld in artikel 16;
7° le numéro de compte bancaire du candidat sur lequel le montant, visé à l'article 19 ou 41, § 3, peut être reversé;	7° het bankrekeningnummer van de kandidaat waarop het bedrag bedoeld in artikel 19 of 41, § 3, kan worden teruggestort;
8° la norme technique ou la technologie que le candidat compte utiliser;	8° de technische norm of technologie die de kandidaat van plan is te gebruiken;

9° la preuve de notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;	9° het bewijs van kennisgeving overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
§ 2. L'Institut fixe le format à respecter pour les candidatures.	§ 2. Het Instituut legt het formaat vast dat de kandidaturen moeten naleven.
Art. 16. § 1^{er}. Le candidat paye un montant d'un million d'euros. Cette garantie est versée au plus tard à la date de dépôt des candidatures de manière inconditionnelle et irrévocable, dans des sommes exigibles et en euros, en faveur de l'Etat belge, auprès de la Banque nationale de Belgique sur un compte communiqué par l'Institut.	Art. 16. § 1. De kandidaat betaalt een bedrag van één miljoen euro. Deze waarborg wordt uiterlijk op de datum van indiening van de kandidaturen onvoorwaardelijk, onherroepelijk, in opeisbare sommen en in euro, ten voordele van de Belgische Staat gestort bij de Nationale Bank van België, op een rekening bekendgemaakt door het Instituut.
§ 2. La garantie produit des intérêts au taux d'intérêt de la facilité de dépôt de la Banque Centrale Européenne. Les intérêts sont capitalisés le dernier jour ouvrable du système de paiement européen TARGET de chaque mois. La garantie des candidats, qui obtiennent des droits d'utilisation, porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où l'Institut notifie au candidat qu'il a obtenu des droits d'utilisation, conformément à l'article 41. La garantie des candidats qui n'obtiennent pas de droits d'utilisation porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où elle est reversée.	§ 2. De waarborg brengt interest op tegen de rentevoet van de depositofaciliteit van de Europese Centrale Bank. De interesten worden gekapitaliseerd op de laatste werkdag van het Europees betalingssysteem TARGET van elke maand. De waarborg van de kandidaten die gebruiksrechten verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop het Instituut de kandidaat er kennis van geeft dat hij gebruiksrechten verkregen heeft overeenkomstig artikel 41. De waarborg van de kandidaten die geen gebruiksrechten verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop hij wordt teruggestort.
Section 2. - Examen des candidatures	Afdeling 2. - Onderzoek van de kandidaturen
Art. 17. Si plusieurs candidats font partie d'un même groupe pertinent, un seul est admis dans la procédure.	Art. 17. Indien meerdere kandidaten deel uitmaken van eenzelfde relevante groep, dan wordt slechts één toegelaten tot de procedure.
Les candidats concernés choisissent, à la demande de l'Institut, lequel d'entre eux participera à la procédure.	De betrokken kandidaten kiezen, op verzoek van het Instituut, de persoon uit hun midden die zal deelnemen aan de procedure.
A défaut d'un tel choix, tous les candidats concernés sont exclus de la procédure.	Bij gebrek aan een dergelijke keuze worden alle betrokken kandidaten uitgesloten uit de procedure.
Art. 18. L'Institut prend une décision sur la recevabilité de chaque candidature déposée sur base des articles 14, 15, 16 et 17.	Art. 18. Het Instituut neemt een beslissing over de ontvankelijkheid van elke ingediende kandidatuur krachtens de artikelen 14, 15, 16 en 17.
L'Institut notifie, à chaque candidat, la décision sur la recevabilité de sa candidature.	Het Instituut brengt de beslissing omtrent de ontvankelijkheid van zijn kandidatuur ter kennis van elke kandidaat.
Art. 19. La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats jugés irrecevables est reversée sur leur compte déclaré, conformément à l'article 15, § 1 ^{er} , 7°.	Art. 19. De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de onontvankelijk bevonden kandidaten wordt teruggestort op de rekening die werd meegedeeld overeenkomstig artikel 15, § 1, 7°.

Section 3. - Procédure	Afdeling 3. - Procedure
Sous-section 1^{ère}. - Généralités	Onderafdeling 1. - Algemeen
Art. 20. L'Institut détermine le mode de communication entre l'Institut et les candidats durant la procédure d'octroi des droits d'utilisation.	Art. 20. Het Instituut bepaalt de wijze van communicatie tussen het Instituut en de kandidaten tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.
Art. 21. Chaque candidat s'abstient de tout comportement ou communication perturbant le bon déroulement de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.	Art. 21. Alle kandidaten onthouden zich van elke gedraging of bekendmaking die het goede en ordelijke verloop van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten verstoort.
Art. 22. Chaque candidat s'abstient, sous peine d'exclusion de la candidature, d'échanger des informations confidentielles ainsi que de s'accorder avec d'autres candidats et de tout autre acte pouvant influencer le résultat de la procédure ou qui peut nuire au maintien de la concurrence au cours de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.	Art. 22. Alle kandidaten onthouden zich, op straffe van uitsluiting van de kandidatuur, van de uitwisseling van vertrouwelijke informatie en van afspraken met andere kandidaten en van elke andere handeling die de uitkomst van de procedure kan beïnvloeden of die afbreuk kan doen aan de mededinging tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.
Art. 23. L'Institut assure le bon ordre du déroulement et l'organisation pratique de la procédure d'octroi des droits d'utilisation. L'Institut peut prendre, à cet effet, toutes les mesures utiles.	Art. 23. Het Instituut staat in voor het ordelijk verloop en de praktische organisatie van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Hiertoe kan het Instituut alle nodige maatregelen treffen.
Art. 24. § 1^{er}. L'institut constate les infractions qui donnent lieu à la nullité de l'offre ou à l'exclusion de la procédure d'octroi de droits d'utilisation. L'institut décide de toute façon à l'exclusion du candidat, si le candidat enfreint l'article 22.	Art. 24. § 1. Het Instituut stelt de inbreuken vast die leiden tot nietigheid van het bod of uitsluiting van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Het Instituut beslist in elk geval tot uitsluiting van de kandidaat indien de kandidaat een inbreuk maakt op artikel 22.
§ 2. Par ailleurs, dans ce cas, l'Institut dépose également plainte auprès des autorités de la concurrence compétentes et dépose plainte avec constitution de partie civile auprès du juge d'instruction compétent.	§ 2. Bovendien dient het Instituut in dit geval eveneens klacht in bij de bevoegde mededingingsautoriteiten en legt het klacht met burgerlijke partijstelling neer bij de bevoegde onderzoeksrechter.
Sous-section 2. – Mise aux enchères	Onderafdeling 2. – Veiling
Art. 26. Avant le début de la mise aux enchères, l'Institut communique, aux candidats, les renseignements suivants:	Art. 26. Voor de aanvang van de toewijzing bij opbod brengt het Instituut de kandidaten de volgende informatie ter kennis:
1° toute information pertinente que le candidat doit utiliser pour émettre une offre et prouver que toute communication, qu'il fait dans le cadre de la mise aux enchères, émane de lui;	1° elke relevante informatie die de kandidaat dient te gebruiken om een bod uit te brengen en om te bewijzen dat elke mededeling die hij in het kader van de toewijzing bij opbod doet van hem afkomstig is;
2° le moment du début et de la fin du premier tour;	2° het tijdstip van begin en einde van de eerste ronde;

3° le montant de l'offre pour chaque bloc de fréquences pour le premier tour;	3° het bedrag van het bod voor elk frequentieblok voor de eerste ronde;
4° le cas échéant, les autres renseignements et documents, dont le candidat a besoin pour participer à la mise aux enchères.	4° in voorkomend geval, de overige inlichtingen en documenten die de kandidaat nodig heeft om te kunnen deelnemen aan de toewijzing bij opbod.
Art. 27. § 1^{er}. L'Institut décide quand les tours successifs sont organisés et en informe les candidats.	Art. 27. § 1. Het Instituut beslist wanneer de opeenvolgende rondes worden georganiseerd en brengt de kandidaten daarvan op de hoogte.
Durant chaque tour, chaque candidat, peut notifier à l'Institut:	Tijdens elke ronde kan elke kandidaat aan het Instituut het volgende melden:
1° qu'il émet une ou plusieurs offres, conformément à l'article 28, ou;	1° zijn bod of meerdere biedingen, overeenkomstig artikel 28, of;
2° qu'il recourt à une carte pour passer, conformément à l'article 31, ou;	2° zijn beroep op een paskaart, overeenkomstig artikel 31, of;
3° qu'il se retire de l'enchère, conformément à l'article 32.	zijn terugtrekking uit de bieding, overeenkomstig artikel 32.
§ 2. Si un candidat ne détenant l'offre régulière la plus élevée pour aucun bloc de fréquences, ne fait aucune des trois communications visées au paragraphe 1 ^{er} dans la durée du tour déterminée par l'Institut, il sera réputé avoir utilisé une carte pour passer si le candidat concerné a encore des cartes pour passer, conformément à l'article 31. Si le candidat n'a plus de cartes pour passer, il sera réputé s'être retiré de la mise aux enchères.	§ 2. Indien een kandidaat die voor geen enkel frequentieblok over het hoogste regelmatige bod beschikt, geen van de drie in de eerste paragraaf vermelde mededelingen doet tijdens de door het Instituut vastgelegde duur van de ronde, dan zal worden aangenomen dat hij gebruik heeft gemaakt van een paskaart indien de betrokken kandidaat nog paskaarten heeft, overeenkomstig artikel 31. Indien de kandidaat geen paskaarten meer heeft, zal worden aangenomen dat hij zich heeft teruggetrokken uit de toewijzing bij opbod.
Art. 28. § 1^{er}. Le candidat émet son offre de la manière indiquée par l'Institut dans la durée fixée pour chaque tour.	Art. 28. § 1. De kandidaat brengt zijn bod uit op de door het Instituut aangegeven wijze en binnen de vastgelegde duur van elke ronde.
§ 2. L'offre identifie un bloc de fréquences déterminé.	§ 2. Het bod identificeert één enkel, welbepaald frequentieblok.
§ 3. L'Institut fixe le montant de l'offre pour chaque bloc de fréquences pour les tours successifs.	§ 3. Het Instituut stelt het bedrag van het bod voor elk frequentieblok vast voor de opeenvolgende rondes.
Le montant de l'offre fixé par l'IBPT pour un bloc de fréquence donné est égal au montant de l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences, augmenté d'un pourcentage laissé à la discrétion de l'Institut mais qui est compris dans une fourchette variant de 3 à 10%.	Het bedrag van het bod dat door het BIPT wordt vastgelegd voor een bepaald frequentieblok is gelijk aan het bedrag van het hoogste regelmatige bod voor dit frequentieblok, vermeerderd met een percentage dat door het Instituut wordt bepaald, maar dat moet liggen tussen 3% en 10%.
§ 4. Le montant de l'offre au premier tour est déterminé conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.	§ 4. Het bedrag van het bod in de eerste ronde wordt vastgelegd in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

§ 5. Un candidat ne peut pas émettre d'offre pour un bloc de fréquences pour lequel il détient l'offre régulière la plus élevée.	§ 5. Een kandidaat mag geen bod uitbrengen voor een frequentieblok waarvoor hij het hoogste regelmatige bod heeft.
§ 6. L'ensemble des offres d'un candidat doit être en conformité avec les restrictions imposées par l'article 4, § 3.	§ 6. Het geheel van de biedingen van een kandidaat moet conform de beperkingen opgelegd in artikel 4, § 3, zijn.
§ 7. L'activité d'un candidat pour un tour donné est égale à la somme:	§ 7. De activiteit van een kandidaat voor een gegeven ronde is gelijk aan de som:
1° du nombre de blocs pour lesquels le candidat détient l'offre régulière la plus élevée au début de ce tour; et	1° van het aantal blokken waarvoor de kandidaat het hoogste regelmatige bod heeft aan het begin van de ronde; en
2° du nombre de blocs pour lesquels le candidat émet une offre lors de ce tour.	2° het aantal blokken waarvoor de kandidaat een bod uitbrengt tijdens die ronde.
A partir du tour suivant le premier tour pour lequel le candidat a émis une offre, l'activité de ce candidat pour un tour ne peut pas être supérieure à l'activité de ce candidat pour le tour le plus récent pendant lequel le candidat n'a pas recouru à une carte pour passer.	Vanaf de ronde volgend op de eerste ronde waarvoor de kandidaat een bod heeft uitgebracht, mag de activiteit van deze kandidaat voor een ronde niet groter zijn dan de activiteit van deze kandidaat voor de meest recente ronde waarin de kandidaat geen beroep heeft gedaan op een paskaart.
Art. 29. Chaque candidat est lié inconditionnellement et irrévocablement à son offre jusqu'à ce qu'un autre candidat ait fait une offre régulière supérieure pour le bloc de fréquences.	Art. 29. Elke kandidaat is onvoorwaardelijk en onherroepelijk aan zijn bod gebonden tot een andere kandidaat een hoger regelmatig bod uitbrengt voor het frequentieblok.
Art. 30. Au plus tard au moment où le candidat fait une offre qui dépasse un nombre multiple de 5 millions d'euros et à partir de 15 millions d'euros, le candidat augmente, à chaque fois, sa garantie par un versement de 0,25 millions d'euros.	Art. 30. Uiterlijk op het ogenblik dat de kandidaat een bod uitbrengt dat een veelvoud overstijgt van 5 miljoen euro en vanaf 15 miljoen euro verhoogt de kandidaat telkens zijn waarborg met een storting van 0,25 miljoen euro.
La preuve de l'augmentation de la garantie parvient à l'Institut avant que le candidat émette l'offre qui donne lieu à l'augmentation de la garantie. Une offre émise sans augmentation, telle que requise de la garantie, est nulle.	Het bewijs van de verhoging van de waarborg komt bij het Instituut toe voor het ogenblik waarop de kandidaat het bod uitbrengt dat aanleiding geeft tot de verhoging van de waarborg. Een bod uitgebracht zonder de vereiste verhoging van de waarborg is nietig.
Art. 31. Chaque candidat peut recourir à une carte pour passer comme alternative à une offre ou à un retrait. Un candidat ne peut passer son tour au total qu'au maximum deux fois durant la mise aux enchères.	Art. 31. Elke kandidaat mag een beroep doen op een paskaart als alternatief voor een bod of een terugtrekking. Een kandidaat mag in totaal maximaal tweemaal passen tijdens de toewijzing bij opbod.
Art. 32. Chaque candidat, à l'exception des candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, peut se retirer de la mise aux enchères. Ce retrait est définitif et irrévocable.	Art. 32. Elke kandidaat, met uitzondering van de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok, mag zich uit de toewijzing bij opbod terugtrekken. Deze terugtrekking is definitief en onherroepelijk.

Art. 33. Si, dans un tour, deux ou plusieurs candidats émettent la même offre pour un bloc de fréquences donné, l'Institut détermine, par tirage au sort, l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences.	Art. 33. Indien in een ronde twee of meer kandidaten hetzelfde bod uitbrengen op een gegeven frequentieblok, dan bepaalt het Instituut via loting het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok.
Art. 34. Après chaque tour, l'Institut communique, aux candidats restants, les informations suivantes:	Art. 34. Na elke ronde brengt het Instituut de overblijvende kandidaten de volgende informatie ter kennis:
1° l'offre régulière la plus élevée pour chaque bloc de fréquences;	1° het hoogste regelmatige bod voor elk frequentieblok;
2° le moment du début et de la fin du tour suivant;	2° het tijdstip van begin en einde van de volgende ronde;
3° le montant de l'offre pour chaque bloc de fréquences pour le tour suivant.	3° het bedrag van het bod voor elk frequentieblok voor de volgende ronde.
Art. 35. Le dernier tour est le tour à la fin duquel aucun candidat n'informe l'Institut d'une offre ou de son recours à une carte pour passer.	Art. 35. De laatste ronde is de ronde waarbij op het einde geen enkele kandidaat het Instituut in kennis stelt van een bod of zijn beroep op een paskaart.
Art. 36. A l'issue du dernier tour, l'Institut détermine l'offre régulière la plus élevée pour chaque bloc de fréquences.	Art. 36. Na de laatste ronde stelt het Instituut het hoogste regelmatige bod vast per frequentieblok.
Les candidats en sont informés après la fin du dernier tour.	De kandidaten worden hiervan na het einde van de laatste ronde in kennis gesteld.
Section 4. - Octroi des droits d'utilisation	Afdeling 4. - Toekenning van de gebruiksrechten
Art. 41. § 1^{er}. L'Institut octroie des droits d'utilisation aux candidats qui ont émis l'offre régulière la plus élevée pour les différents blocs de fréquences.	Art. 41. § 1. Het Instituut kent gebruiksrechten toe aan de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor de verschillende frequentieblokken.
§ 2. Au plus tard 2 mois après le moment de la fin du dernier tour visé à l'article 35, l'Institut notifie, à tout candidat, le solde à payer au compte de l'Institut en même temps que ses droits d'utilisation.	§ 2. Uiterlijk twee maanden na het ogenblik van het einde van de laatste ronde bedoeld in artikel 35, meldt het Instituut aan elke kandidaat het saldo dat moet worden betaald op rekening van het Instituut tegelijk met zijn gebruikersrechten.
Le montant total de la redevance unique est égal à la somme des montants des offres régulières les plus élevées émises par le candidat.	Het totale bedrag van de enige heffing is gelijk aan de som van de bedragen van de hoogste regelmatige biedingen uitgebracht door de kandidaat.
§ 3. La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats à qui n'est pas octroyé des droits d'utilisation, est reversée sur leur compte, déclaré conformément à l'article 15, § 1 ^{er} , 7°.	§ 3. De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de kandidaten waaraan geen gebruiksrechten worden toegekend, wordt op hun rekening teruggestort, overeenkomstig artikel 15, § 1, 7°.
§ 4. En dérogation au § 3, la garantie n'est pas reversée aux candidats n'ayant notifié à l'Institut aucune offre conformément à l'article 28.	§ 4. In afwijking van § 3 wordt de waarborg niet teruggestort aan kandidaten die aan het Instituut geen enkel bod hebben meegedeeld in overeenstemming met artikel 28.

Art. 42. Les modalités de paiement sont conformes à l'article 30 de la loi de 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.	Art. 42. De betalingsmodaliteiten zijn in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
Le non-paiement, le paiement tardif ou incomplet du solde de la redevance unique entraîne la déchéance de plein droit des droits d'utilisation. L'opérateur 3,6 GHz déclaré déchu des droits d'utilisation est exclu de toute candidature au sens de l'article 12.	Niet-betaling of laattijdige of onvolledige betaling van het saldo van de enige heffing houdt het verval van rechtswege van de gebruiksrechten in. De 3,6 GHz-operator van wie de gebruiksrechten vervallen zijn verklaard, wordt uitgesloten van iedere kandidatuur in de zin van artikel 12.
CHAPITRE 9. - Dispositions modificatrices et abrogatoires	HOOFDSTUK 9. - Wijzigings- en opheffingsbepalingen
Art. 43. Dans l'article 3, § 1 ^{er} , 2 ^{ème} alinéa, de l'arrêté royal du 24 mars 2009, la première phrase est complétée par les mots ", ou jusqu'au 7 mai 2025 si la nouvelle période débute après le 7 mai 2020".	Art. 43. In artikel 3, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 24 maart 2009 wordt de eerste zin aangevuld met de woorden "of tot 7 mei 2025 indien de nieuwe periode aanvangt na 7 mei 2020".
Art. 44. § 1^{er}. Dans l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées .:	Art. 44. § 1. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° au paragraphe 1 ^{er} , les mots "conformément aux dispositions du Chapitre VI" sont supprimés ;	1° in paragraaf 1 worden de woorden "overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk VI" geschrapt;
2° l'article est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit:	2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende:
"§ 5. L'Institut peut, après avoir entendu les parties concernées, modifier le positionnement des blocs de fréquences mentionnés au § 1er dans la bande de fréquence 3400-3600 MHz, sans modifier la quantité de spectre par bloc de fréquences, dans des cas objectivement justifiés, dans des délais et des proportions raisonnables."	"§ 5. Het Instituut mag, na de betrokken partijen te hebben gehoord, de positionering van de frequentieblokken vermeld in § 1 in de frequentieband 3400-3600 MHz wijzigen, zonder de kwantiteit spectrum te wijzigen, in objectief gerechtvaardigde gevallen, binnen redelijke termijnen en verhoudingen".
Art. 45. § 1^{er}. Dans l'article 8, § 1 ^{er} , alinéa 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:	Art. 45. § 1. In artikel 8, § 1, tweede lid van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° les mots "Pour un opérateur d'accès radioélectrique national, c'est-à-dire un titulaire de droits d'utilisation couvrant la totalité du territoire national, la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences" sont remplacés par les mots "Le montant de base";	1° de woorden "Voor een nationale radiotoegangsoperator, m.a.w. een houder van een vergunning die het hele nationale grondgebied bestrijkt, bedraagt het jaarlijkse recht voor de beschikbaarstelling van frequenties" worden vervangen door de woorden "Het basisbedrag bedraagt";

2° les mots "Pour les autres opérateurs d'accès radioélectrique, le montant est" sont remplacés par les mots "Le montant de la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences est égal au montant de base";	2° de woorden "Voor de andere radiotoegangsoperatoren, wordt het bedrag" worden vervangen door de woorden "Het bedrag van het jaarlijkse recht voor de beschikbaarstelling van de frequenties is gelijk aan het basisbedrag";
3° l'alinéa est complété par la phrase suivante:	3° het lid wordt aangevuld met de volgende zin:
"En dérogation à ce qui précède, si le coefficient est supérieur à 0,4, la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences s'élève à 10.000 euros par MHz attribués pour les fréquences mentionnées à l'article 4, § 1er et 4.000 euros par MHz attribués pour les fréquences mentionnées à l'article 4, § 3."	"In afwijking van het voorgaande, indien de coëfficiënt groter is dan 0,4, bedraagt het jaarlijkse recht voor de beschikbaarstelling van de frequenties 10.000 euro per MHz toegekend voor de frequenties vermeld in artikel 4, § 1 en 4.000 euro per MHz toegekend voor de frequenties vermeld in artikel 4, § 3."
§ 2. L'article 8, § 2 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit:	§ 2. Artikel 8, § 2, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidende:
"La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences n'est pas due pour les fréquences qui sont déjà soumises à une telle redevance sur la base de l'arrêté royal du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans la bande 3400-3800 MHz."	"Het jaarlijkse recht voor de beschikbaarstelling van de frequenties is niet verschuldigd voor de frequenties die reeds onderworpen zijn aan een dergelijk recht krachtens het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende de radiotoegang in de band 3400-3800 MHz".
Art. 46. Les articles 12 à 19 du même arrêté sont abrogés.	Art. 46. Artikelen 12 tot 19 van hetzelfde besluit worden opgeheven.
Art. 47. Dans l'article 21, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:	Art. 47. In artikel 21 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° le mot "modifier" est remplacé par les mots "supprimer des communes dans" ;	1° de woorden "de lijst van gemeenten die in zijn gebruiksrechten zijn opgenomen, te wijzigen" worden vervangen door de woorden "gemeenten te schrappen uit de lijst van gemeenten die in zijn gebruiksrechten zijn opgenomen";
2° la deuxième phrase est abrogée.	2° de tweede zin wordt opgeheven.
Art. 48. L'arrêté royal du 24 mars 2009 est abrogé	Art. 48. Het koninklijk besluit van 24 maart 2009 wordt opgeheven.
CHAPITRE 10. - Dispositions finales	HOOFDSTUK 10. - Slotbepalingen
Art. 49. L'article 48 entre en vigueur le 7 mai 2025.	Art. 49. Artikel 48 treedt in werking op 7 mei 2025.
Art. 50. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.	Art. 50. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Donné	Gegeven te
Par le roi:	Van Koningswege:

Le Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,
-------------------------------------	-----------------------------------

Annexe 2 - Version coordonnée de l'arrêté royal du 24 mars 2009 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz

Note éditoriale

- couleur de surbrillance **verte** pour les modifications apportées par le projet d'arrêté royal *concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz*
- couleur de surbrillance **jaune** pour les modifications apportées par le projet d'arrêté royal *concernant l'accès radioélectrique dans la bande 3400-3800 MHz*

Noot van de redactie

- gehighlight **groen** voor de wijzigingen aangebracht in het ontwerp van koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de banden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz
- gehighlight **geel** voor de wijzigingen aangebracht in het ontwerp van koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de 3400-3800 MHz-band

ROYAUME DE Belgique	KONINKRIJK BELGIE
SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
Arrêté royal du concernant l'accès radioélectrique mars 2009 dans les bandes de fréquences 3410-3500/3510-3600 MHz et 10150-10300/10500-10650 MHz	Koninklijk besluit van 24 maart 2009 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 3410-3500/3510-3600 MHz en 10150-10300/10500-10650 MHz
ALBERT II, ROI DES BELGES,	ALBERT II, KONING DER BELGEN,
A tous, présents et à venir, SALUT.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, en particulier les articles 18, 30 et 39, § 2;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, meer bepaald de artikelen 18, 30 en 39, § 2;
Vu l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications;	Gelet op het koninklijk besluit 22 juni 1998 betreffende de voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken;
Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le ...;	Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op ...;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le ...;	Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op ...;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le ...;	Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op ...;
Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le ...;	Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op ...;
Sur proposition de Notre Ministre pour l'Entreprise et la Simplification et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil;	Op de voordracht van Onze Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen en op advies van onze in Raad vergaderde Ministers;
Nous avons arrêté et arrêtons:	Hebben wij besloten en besluiten wij:
CHAPITRE Ier. – Terminologie et définitions	HOOFDSTUK I. – Terminologie en definities

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par:	Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:
1° Accès radioélectrique: communications assurées par voie hertzienne entre l'équipement hertzien d'un utilisateur final et une station de base;	1° Radiotoegang: verbindingen via radiogolven tussen de radioapparatuur van een eindgebruiker en een basisstation;
2° Capacité totale dans une commune: somme des capacités dans la voie descendante et des capacités dans la voie montante pour l'ensemble des stations de base situées dans cette commune; la capacité d'une station de base dans la voie descendante est le débit net maximal que peut traiter à tout moment la station de base dans la voie descendante; la capacité d'une station de base dans la voie montante est le débit net maximal que peut traiter à tout moment la station de base dans la voie montante;	2° Totale capaciteit in een gemeente: som van de downlink- en de uplink-capaciteiten voor alle basisstations die zich in die gemeente bevinden; de downlink-capaciteit van het basisstation is het maximale debiet dat het basisstation op gelijk welk ogenblik in de downlink kan verwerken, de uplink-capaciteit van het basisstation is het maximale debiet dat het basisstation op gelijk welk ogenblik in de uplink kan verwerken;
3° Réseau d'accès radioélectrique: ensemble des stations de base nécessaires pour offrir l'accès radioélectrique;	3° Netwerk voor radiotoegang: geheel van de basisstations dat nodig is om de radiotoegang te verlenen;
4° Capacité globale d'un réseau d'accès radioélectrique: somme des capacités dans la voie descendante et des capacités dans la voie montante pour l'ensemble des stations de base du réseau d'accès radioélectrique;	4° Totale capaciteit van een netwerk voor radiotoegang: som van de downlink- en de uplink-capaciteiten voor alle basisstations van het netwerk voor radiotoegang;
5° Droits d'utilisation: droits octroyés par l'Institut couvrant l'utilisation des fréquences visées à l'article 4;	5° gebruiksrechten: door het Instituut toegekende rechten die het gebruik dekken van de frequenties vermeld in artikel 4;
6° Opérateur d'accès radioélectrique: opérateur ayant obtenu des droits d'utilisations;	6° radiotoegangsoperator: operator die gebruiksrechten heeft verworven;
7° contrôle relatif à une personne: le pouvoir en droit ou en fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants de cette personne, ou sur l'orientation de sa gestion. Le contrôle peut être exercé de façon exclusive ou conjointe, directement ou via un intermédiaire, et sera interprété conformément aux articles 5 à 9 du Code des sociétés, Livre Ier, Titre II, Chapitre II, étant entendu que lorsqu'il y est question d'une majorité, cette majorité s'élèvera à 50 % ou plus;	7° Controle met betrekking tot een persoon: de bevoegdheid in rechte of in feite om een beslissende invloed uit te oefenen op de aanstelling van de meerderheid van de bestuurders of zaakvoerders van die persoon of op de oriëntatie van het beheer ervan. De controle kan exclusief of gezamenlijk, direct of via een tussenpersoon worden uitgeoefend en wordt geïnterpreteerd conform de artikelen 5 tot 9 van het Wetboek van Vennootschappen, Boek I, Titel II, Hoofdstuk II, op voorwaarde dat wanneer er sprake is van een meerderheid, deze meerderheid 50% of meer bedraagt;

<p>8° groupe pertinent: par rapport à une personne (la "première personne"):</p> <p>a) la première personne, et;</p> <p>b) toute personne contrôlée par la première personne, et;</p> <p>c) toute personne (la "deuxième personne") qui contrôle la première personne, et;</p> <p>d) toute personne contrôlée par la deuxième personne, et;</p> <p>e) toute personne avec laquelle une des personnes visées sous a) à c) constitue un consortium, au sens de l'article 10 du Code des sociétés, Livre 1er, Titre II, Chapitre II.</p>	<p>8° relevante groep: ten opzichte van een persoon (de "eerste persoon"): a) de eerste persoon, en b) elke persoon die wordt gecontroleerd door de eerste persoon, en c) elke persoon (de "tweede persoon") die de eerste persoon controleert, en d) elke persoon die wordt gecontroleerd door de tweede persoon, en e) elke persoon waarmee een van de onder a) tot c) beoogde personen een consortium vormt in de betekenis van artikel 10 van het Wetboek van Vennootschappen, Boek I, Titel II, Hoofdstuk II.</p>
CHAPITRE II. – Généralités	HOOFDSTUK II. – Algemeen
<p>Art. 2. Le présent arrêté s'applique à tout opérateur ayant fait une notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques qui désire obtenir des fréquences afin d'offrir l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences visées à l'article 4.</p>	<p>Art. 2. Dit besluit is van toepassing op iedere operator die een kennisgeving heeft gedaan overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie die frequenties wenst te bekomen voor het aanbieden van radiotoegang in de frequentiebanden vermeld in artikel 4.</p>
<p>Art. 3. § 1er. Les droits d'utilisation sont valables pendant une période de dix ans à partir de la date de leur notification.</p>	<p>Art. 3. § 1. De gebruiksrechten zijn tien jaar geldig vanaf de datum van betekening ervan.</p>
<p>A l'expiration de cette première période, les droits d'utilisation peuvent être prolongés par l'Institut, par périodes de cinq ans, ou jusqu'au 7 mai 2025 si la nouvelle période débute après le 7 mai 2020. Si l'Institut ne prolonge pas les droits d'utilisation, il prend une décision motivée à cet effet après avoir entendu l'opérateur concerné.</p>	<p>Na afloop van die eerste periode kan het Instituut de gebruiksrechten voor telkens vijf jaar verlengen, of tot 7 mei 2025 indien de nieuwe periode aanvangt na 7 mei 2020. Indien het Instituut de gebruiksrechten niet verlengt, neemt het daartoe een gemotiveerde beslissing na de betrokken operator te hebben gehoord.</p>
<p>§ 2. Les droits d'utilisation couvrent:</p> <p>1° la mise en œuvre de systèmes d'accès radioélectriques sur l'ensemble du territoire national ou sur un certain nombre de communes ainsi que;</p> <p>2° l'utilisation des fréquences attribuées dans les droits d'utilisation pour des liaisons autres que l'accès radioélectrique pour autant que celles-ci soient déployées dans le cadre de la mise en œuvre d'un réseau d'accès radioélectrique.</p>	<p>§ 2. De gebruiksrechten dekken:</p> <p>1° de ingebruikneming van systemen voor radiotoegang op het gehele nationale grondgebied of op een bepaald aantal gemeenten, evenals</p> <p>2° het gebruik van de frequenties die in de gebruiksrechten zijn toegewezen voor andere verbindingen dan radiotoegang in de mate dat deze andere verbindingen worden gerealiseerd in het kader van het opzetten van een netwerk van radiotoegang.</p>
CHAPITRE III. – Utilisation des fréquences	HOOFDSTUK III. – Frequentiegebruik
<p>Art. 4. § 1er. L'Institut assigne, conformément aux dispositions du Chapitre VI, les quatre blocs de fréquences suivants aux opérateurs d'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 3400-3600 MHz:</p>	<p>Art. 4. § 1. Het Instituut wijst overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk VI de radiotoegangsoperatoren de volgende vier frequentieblokken toe in de frequentieband 3400-3600 MHz:</p>

1° 3410-3430 MHz et 3510-3530 MHz 2° 3430-3450 MHz et 3530-3550 MHz 3° 3450-3475 MHz et 3550-3575 MHz 4° 3475-3500 MHz et 3575-3600 MHz	1° 3410-3430 MHz en 3510-3530 MHz 2° 3430-3450 MHz en 3530-3550 MHz 3° 3450-3475 MHz en 3550-3575 MHz 4° 3475-3500 MHz en 3575-3600 MHz
§ 2. Un groupe pertinent ne peut détenir qu'un ou deux blocs de fréquences mentionnés au § 1er.	§ 2. Een relevante groep kan slechts één of twee frequentieblokken innemen, waarvan sprake in § 1.
§ 3. L'Institut assigne, conformément aux dispositions du Chapitre VI, les deux blocs de fréquences suivants aux opérateurs d'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 10150-10300 / 10500-10650 MHz: 1° 10154-10210 MHz et 10504-10560 MHz 2° 10238-10294 MHz et 10588-10644 MHz	§ 3. Het Instituut wijst overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk VI de radiotoegangsoperatoren de volgende twee frequentieblokken toe in de frequentieband 10150-10300 / 10500-10650 MHz: 1° 10154-10210 MHz en 10504-10560 MHz 2° 10238-10294 MHz en 10588-10644 MHz
§ 4. Un groupe pertinent ne peut détenir qu'un seul bloc de fréquences mentionné au § 3.	§ 4. Een relevante groep kan slechts één frequentieblok innemen, waarvan sprake in § 3.
§ 5. L'Institut peut, après avoir entendu les parties concernées, modifier le positionnement des blocs de fréquences mentionnés au § 1er dans la bande de fréquence 3400-3600 MHz, sans modifier la quantité de spectre par bloc de fréquences, dans des cas objectivement justifiés, dans des délais et des proportions raisonnables.	§ 5. Het Instituut mag, na de betrokken partijen te hebben gehoord, de positionering van de frequentieblokken vermeld in § 1 in de frequentieband 3400-3600 MHz wijzigen, zonder de kwantiteit spectrum te wijzigen, in objectief gerechtvaardigde gevallen, binnen redelijke termijnen en verhoudingen.
Art. 5. Deux opérateurs d'accès radioélectrique titulaires de blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 3 dans une commune donnée peuvent introduire une demande auprès de l'Institut en vue d'obtenir des droits d'utilisation pour les fréquences comprises dans la bande de garde séparant les deux blocs. Les opérateurs d'accès radioélectrique concernés joignent à leur demande une copie de la convention qu'ils ont conclue au préalable sur les conditions d'utilisation des fréquences comprises dans la bande de garde concernée.	Art. 5. Twee radiotoegangsoperatoren die in een gegeven gemeente houder zijn van in artikel 4, § 3 vermelde frequentieblokken, mogen bij het Instituut een aanvraag indienen om gebruiksrechten te krijgen om de frequenties te gebruiken in de beveiligingsband die de twee blokken van elkaar scheidt. De betrokken radiotoegangsoperatoren voegen bij hun aanvraag een kopie van de overeenkomst die ze voordien hebben gesloten over de voorwaarden voor het gebruik van de frequenties in de betreffende beveiligingsband.
Art. 6. L'emploi des stations de radiocommunications dans le cadre de l'accès radioélectrique et dans les bandes de fréquences visées à l'article 4 est exempté de l'autorisation visée à l'article 39, § 1er, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.	Art. 6. Het gebruik van de stations voor radiocommunicatie in het kader van de radiotoegang en op de frequenties vermeld in artikel 4, is vrijgesteld van de vergunning bedoeld in artikel 39, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
Art. 7. § 1er. L'opérateur d'accès radioélectrique respecte les contraintes résultant de la coordination transfrontalière dans le cadre des accords internationaux conclus par l'Institut.	Art. 7. § 1. De radiotoegangsoperator komt de verplichtingen na die voortvloeien uit de grensoverschrijdende coördinatie in het kader van de internationale overeenkomsten die het Instituut gesloten heeft.

<p>§ 2. Les opérateurs d'accès radioélectrique respectent les contraintes techniques figurant en annexe afin d'assurer la coexistence entre opérateurs voisins. Des opérateurs voisins peuvent conclure des accords afin d'utiliser des paramètres techniques moins contraignants. De tels accords sont notifiés à l'Institut.</p>	<p>§ 2. De radiotoegangsoperatoren komen de bijgevoegde technische verplichtingen na teneinde het naast elkaar bestaan van aangrenzende operatoren te garanderen. De aangrenzende operatoren mogen overeenkomsten sluiten om minder beperkende technische parameters te hanteren. Dergelijke overeenkomsten worden aan het Instituut meegedeeld.</p>
<p>CHAPITRE IV. – Redevances pour l'utilisation du spectre radioélectrique et le contrôle des fréquences</p>	<p>HOOFDSTUK IV. - Rechten voor het gebruik van het radiospectrum en de controle op de frequenties</p>
<p>Art. 8. § 1er. L'opérateur d'accès radioélectrique acquitte une redevance, appelée redevance annuelle de mise à disposition des fréquences, pour la mise à disposition et la coordination des fréquences radioélectriques, ainsi que les frais de contrôle y afférent.</p>	<p>Art. 8. § 1. De radiotoegangsoperator betaalt een recht, jaarlijks recht voor de beschikbaarstelling van frequenties genaamd, voor de beschikbaarstelling en de coördinatie van de radiofrequenties, alsook de bijbehorende controlekosten.</p>
<p>Pour un opérateur d'accès radioélectrique national, c'est-à-dire un titulaire de droits d'utilisation couvrant la totalité du territoire national, la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences. Le montant de base s'élève à 25.000 euros par MHz attribués pour les fréquences mentionnées à l'article 4, § 1er et 10.000 euros par MHz attribués pour les fréquences mentionnées à l'article 4, § 3. Le montant de la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences est égal au montant de base. Pour les autres opérateurs d'accès radioélectrique, le montant est corrigé à l'aide du coefficient obtenu en divisant la population des communes couvertes par les droits d'utilisation, par la population totale en Belgique. En dérogation à ce qui précède, si le coefficient est supérieur à 0,4, la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences s'élève à 10.000 euros par MHz attribués pour les fréquences mentionnées à l'article 4, § 1er et 4.000 euros par MHz attribués pour les fréquences mentionnées à l'article 4, § 3.</p>	<p>Het basisbedrag bedraagt voor een nationale radiotoegangsoperator, m.a.w. een houder van gebruiksrechten die het hele nationale grondgebied bestrijken, bedraagt het jaarlijkse recht voor de beschikbaarstelling van frequenties 25.000 euro per MHz toegewezen voor de frequenties vermeld in artikel 4, § 1 en 10.000 euro per MHz toegewezen voor de frequenties vermeld in artikel 4, § 3. Het bedrag van het jaarlijkse recht voor de beschikbaarstelling van de frequenties is gelijk aan het basisbedrag. Voor de andere radiotoegangsoperatoren wordt het bedrag gecorrigeerd met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door de bevolking van de gemeenten waarop de gebruiksrechten betrekking hebben te delen door de totale Belgische bevolking. In afwijking van het voorgaande, indien de coëfficiënt groter is dan 0,4, bedraagt het jaarlijkse recht voor de beschikbaarstelling van de frequenties 10.000 euro per MHz toegekend voor de frequenties vermeld in artikel 4, § 1 en 4.000 euro per MHz toegekend voor de frequenties vermeld in artikel 4, § 3.</p>
<p>Le montant de cette redevance est indépendant du nombre de stations de radiocommunications exploitant la fréquence en question.</p>	<p>Het bedrag van dat recht is onafhankelijk van het aantal radiocommunicatiestations die de frequentie in kwestie exploiteren.</p>
<p>§ 2. L'opérateur d'accès radioélectrique paie la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences au plus tard le 31 janvier de l'année sur laquelle porte la redevance en question.</p>	<p>§ 2. De radiotoegangsoperator betaalt het jaarlijkse recht voor de beschikbaarstelling van frequenties uiterlijk 31 januari van het jaar waarop het betreffende recht betrekking heeft.</p>

<p>Le premier paiement de la redevance annuelle de mise à disposition de chaque fréquence est effectué, dans les trente jours suivant <u>le début de la période de validité des droits d'utilisation pour la mise en service de</u> cette fréquence, au prorata du nombre de mois restant jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.</p>	<p>De eerste betaling van het jaarlijkse recht voor de beschikbaarstelling van elke frequentie wordt verricht binnen dertig dagen na <u>de aanvang van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten voor de ingebruikneming van</u> die frequentie, naar rata van het aantal maanden dat overblijft tot 31 december van het lopende jaar.</p>
<p><u>Si des droits d'utilisation pour des fréquences prennent fin, la redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences est due jusqu'au mois durant lequel les droits d'utilisation prennent fin.</u></p>	<p><u>Indien de gebruiksrechten voor frequenties verstrijken, wordt het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling voor de frequenties verschuldigd tijdens de maand waarin de gebruiksrechten verstrijken.</u></p>
<p><u>Pour l'application des dispositions des deux alinéas précédents, tout mois incomplet est compté comme un mois entier.</u></p>	<p><u>Voor de toepassing van de bepalingen van de twee voorgaande leden moet elke onvolledige maand voor een volle maand worden aangerekend.</u></p>
<p><u>La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences n'est pas due pour les fréquences qui sont déjà soumises à une telle redevance sur la base de l'arrêté royal du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans la bande 3400-3800 MHz.</u></p>	<p><u>Het jaarlijkse recht voor de beschikbaarstelling van de frequenties is niet verschuldigd voor de frequenties die reeds onderworpen zijn aan een dergelijke heffing krachtens het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende de radiotoegang in de band 3400-3800 MHz.</u></p>
<p>§ 3. Les montants sont adaptés à l'indice des prix à la consommation, le 1^{er} janvier de chaque année.</p> <p>L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre, qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation a lieu, par l'indice des prix du mois de décembre 2008. Après application du coefficient, les montants obtenus sont arrondis à la centaine d'euros supérieure.</p>	<p>§ 3. De bedragen worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.</p> <p>De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door het indexcijfer van de maand december die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing plaatsvindt, te delen door het indexcijfer van de maand december 2008. Na de toepassing van de coëfficiënt worden de verkregen bedragen afgerond tot het hogere honderdtal euro.</p>
<p>CHAPITRE V. – Contrôle et sanctions</p>	<p>HOOFDSTUK V. – Controle en sancties</p>
<p>Art. 9. § 1er. Dans un délai de 30 jours à compter de la délivrance des droits d'utilisation, l'opérateur radioélectrique verse à l'Institut une caution égale à la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences tel que calculée à l'article 8.</p>	<p>Art. 9. § 1. Binnen een termijn van 30 dagen met ingang vanaf de verlening van de gebruiksrechten, maakt de radio-operator aan het Instituut een borg over die gelijk is aan het jaarlijkse recht voor beschikbaarstelling van de frequenties zoals berekend in artikel 8.</p>

<p>§ 2. L'Institut rembourse à l'opérateur radioélectrique: 1° un tiers de la caution versée un an après l'attribution des droits d'utilisation; 2° un tiers de la caution versée deux ans après l'attribution des droits d'utilisation; 3° un tiers de la caution versée trois ans après l'attribution des droits d'utilisation.</p> <p>Les montants remboursés par l'Institut sont adaptés à l'indice des prix à la consommation.</p>	<p>§ 2. Het Instituut betaalt de radio-operator het volgende terug: 1° een derde van de betaalde borg één jaar na toekenning van de gebruiksrechten; 2° een derde van de betaalde borg twee jaar na toekenning van de gebruiksrechten; 3° een derde van de betaalde borg drie jaar na toekenning van de gebruiksrechten.</p> <p>De bedragen die het Instituut terugbetaalt, worden aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.</p>
<p>§ 3 Les remboursements mentionnés au paragraphe précédent n'ont lieu que si l'Institut estime que les engagements pris par l'opérateur d'accès radioélectrique dans le cadre de sa candidature sont respectés.</p>	<p>§ 3. De in de voorgaande paragraaf vermelde terugbetalingen vinden maar plaats wanneer het Instituut oordeelt dat de verbintenissen die de radiotoegangsoperator is aangegaan in het kader van zijn kandidatuur, ook worden nagekomen.</p>
<p>Art. 10. § 1er. Un opérateur d'accès radioélectrique est tenu de fournir à la demande de l'Institut toute information concernant l'état de mise en oeuvre de son réseau.</p>	<p>Art. 10. § 1. Een radiotoegangsoperator is verplicht op verzoek van het Instituut alle inlichtingen te verstrekken over de staat van ingebruikneming van zijn netwerk.</p>
<p>§ 2. Un opérateur d'accès radioélectrique communique, mensuellement pendant les trois années qui suivent l'attribution des droits d'utilisation, à l'Institut la liste complète des stations de base en service.</p> <p>Après cette période, il suffit de faire cette notification une fois par semestre.</p>	<p>§ 2. Een radiotoegangsoperator deelt gedurende de drie jaren die volgen op de toekenning van de gebruiksrechten, elke maand, aan het Instituut de volledige lijst mee van de basisstations die in gebruik zijn.</p> <p>Na deze periode volstaat de betreffende kennisgeving per semester.</p>
<p>Art. 11. Toute révocation par l'Institut des droits d'utilisation d'un opérateur d'accès radioélectrique conformément à l'article 18, § 3, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ne donne lieu à aucune indemnisation ni remboursement de tout ou partie des redevances éventuellement acquittées en application de l'article 8 du présent arrêté.</p>	<p>Art. 11. Een intrekking vanwege het Instituut van gebruiksrechten van een radiotoegangsoperator overeenkomstig artikel 18, § 3, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie geeft nooit aanleiding tot een schadeloosstelling noch terugbetaling van het geheel of een deel van de rechten die eventueel betaald zijn overeenkomstig artikel 8 van dit besluit.</p>
<p><u>CHAPITRE VI.</u> – Procédure relative à l'octroi des droits d'utilisation</p>	<p><u>HOOFDSTUK VI.</u> – Procedure voor de toekenning van gebruiksrechten</p>
<p>Art. 12. L'opérateur, qui souhaite obtenir des droits d'utilisation, pose sa candidature dans les formes et conformément aux conditions fixées dans le présent chapitre.</p>	<p>Art. 12. Een operator die gebruiksrechten wil verkrijgen, dient zijn kandidatuur in in de vorm en volgens de voorwaarden die in dit hoofdstuk worden vastgesteld.</p>
<p>Art. 13. § 1er. La candidature est déposée de la manière suivante: 1° entre 9 et 17 heures durant les jours ouvrables, et au plus tard à la date et à l'heure déterminées par l'Institut et publiées au Moniteur belge; 2° auprès de l'Institut, contre remise d'un accusé de réception; 3° en deux exemplaires, avec indication d'un exemplaire original, signé par les représentants habilités des candidats.</p>	<p>Art. 13. § 1. De kandidaatstelling gebeurt als volgt: 1° tussen 9 en 17 uur op werkdagen, en uiterlijk op de datum en het uur door het Instituut bepaald en in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt; 2° bij het Instituut, tegen overhandiging van een ontvangstbewijs; 3° in twee exemplaren, met aanduiding van een origineel exemplaar dat medeondertekend wordt door de gemachtigde vertegenwoordigers van de kandidaten.</p>

<p>§ 2. Dans sa publication au Moniteur belge, l'Institut indique quels blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1er et 3 sont concernés. Une publication au Moniteur belge ne peut concerner qu'une seule bande de fréquences: celle mentionnée à l'article 4, § 1er ou celle mentionnée à l'article 4, § 3.</p>	<p>§ 2. In zijn publicatie in het Belgisch Staatsblad duidt het Instituut aan welke frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1 en 3, zijn betrokken. Een publicatie in het Belgisch Staatsblad mag op slechts één frequentieband betrekking hebben, namelijk die welke vermeld wordt in artikel 4 § 1 of die welke vermeld wordt in artikel 4 § 3.</p>
<p>Art. 14. § 1er La candidature contient les renseignements suivants: 1° l'adresse, le numéro de téléphone et de fax au sein de l'UE où le candidat peut être joint les jours ouvrables et qui vaut pour cette procédure comme étant l'adresse officielle du candidat; 2° les noms, titres, qualités, et signatures d'une personne au moins, légalement habilitée à représenter pleinement le candidat, en vertu de la loi ou des statuts du candidat pour tous les actes qui peuvent être liés à la procédure d'octroi des droits d'utilisation; 3° les statuts du candidat ou, à défaut, les documents équivalents qui régissent le fonctionnement du candidat; 4° un relevé détaillé, clair et complet de la structure de détention du candidat; 5° la liste des communes dans lesquelles le demandeur compte déployer des systèmes radioélectriques; 6° la capacité totale prévue les trois premières années dans ces communes; 7° la norme technique ou la technologie que le candidat compte utiliser; 8° les blocs de fréquences pour lesquels le candidat désire obtenir des droits d'utilisation; 9° la preuve de notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p>Art. 14. § 1. De kandidatuur bevat de volgende inlichtingen: 1° het adres, telefoon- en faxnummer in de EU waarop de kandidaat op werkdagen kan worden bereikt, en dat voor deze procedure geldt als het officiële adres van de kandidaat; 2° de namen, titels, hoedanigheden en handtekeningen van minstens één persoon die wettelijk bevoegd is om de kandidaat ten volle te vertegenwoordigen krachtens de wet of de statuten van de kandidaat voor alle handelingen die verband kunnen hebben met de procedure tot toekenning van gebruiksrechten; 3° de statuten van de kandidaat of, bij gebreke daarvan equivalente documenten die de werking van de kandidaat regelen; 4° een gedetailleerd, duidelijk en volledig overzicht van de aandeelhoudersstructuur van de kandidaat; 5° de lijst van de gemeenten waar de aanvrager systemen voor radiotoegang wil uitrollen; 6° de totale capaciteit waarin de eerste drie jaar voor die gemeenten voorzien wordt; 7° de technische norm of technologie die de kandidaat van plan is te gebruiken; 8° de frequentieblokken waarvoor de kandidaat gebruiksrechten wil krijgen; 9° het bewijs van kennisgeving overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>
<p>§ 2 L'Institut fixe le format à respecter pour les candidatures.</p>	<p>§ 2 Het Instituut stelt het formaat vast waaraan de kandidaturen moeten voldoen.</p>
<p>Art. 15. Si plusieurs candidats font partie d'un même groupe pertinent, un seul est admis dans la procédure. Les candidats concernés choisissent, à la demande de l'Institut, lequel d'entre eux participera à la procédure. A défaut d'un tel choix, tous les candidats concernés sont exclus de la procédure.</p>	<p>Art. 15. Indien meerdere kandidaten deel uitmaken van eenzelfde relevante groep, wordt slechts één toegelaten tot de procedure. De betrokken kandidaten kiezen, op verzoek van het Instituut, de persoon uit hun midden die zal deelnemen aan de procedure. Bij gebrek aan een keuze worden alle betrokken kandidaten worden uitgesloten uit de procedure.</p>

<p>Art. 16. L'Institut prend une décision sur la recevabilité de chaque candidature déposée sur base des articles 13, 14 et 15. L'Institut notifie, à chaque candidat, la décision sur la recevabilité de sa candidature. L'Institut communique, en même temps, aux candidats jugés recevables, une liste de tous les candidats jugés recevables.</p>	<p>Art. 16. Het Instituut neemt een beslissing over de ontvankelijkheid van elke ingediende kandidatuur krachtens de artikelen 13, 14 en 15. Het Instituut brengt de beslissing omtrent de ontvankelijkheid van zijn kandidatuur ter kennis van elke kandidaat. Aan de ontvankelijk bevonden kandidaten, verstrekt het Instituut gelijktijdig een lijst van alle ontvankelijk bevonden kandidaten.</p>
<p>Art. 17. L'Institut évalue si le spectre radioélectrique disponible permet de satisfaire la totalité des candidatures jugées recevables.</p>	<p>Art. 17. Het Instituut beoordeelt of het beschikbare radiospectrum volstaat om te voldoen aan alle ontvankelijk bevonden kandidaatstellingen.</p>
<p>Art. 18. Si le spectre radioélectrique disponible permet de satisfaire la totalité des candidatures jugées recevables, l'Institut octroie des droits d'utilisation à tous les candidats.</p>	<p>Art. 18. Als het beschikbare radiospectrum het mogelijk maakt om aan alle ontvankelijk verklaarde kandidaatstellingen te voldoen, kent het Instituut aan alle kandidaten gebruiksrechten toe.</p>
<p>Art. 19. Si le spectre radioélectrique disponible ne permet pas de satisfaire la totalité des candidatures jugées recevables, l'Institut engage une procédure de sélection des candidats décrite ci-après:</p>	<p>Art. 19. Als het beschikbare radiospectrum het niet mogelijk maakt om aan alle ontvankelijk verklaarde kandidaatstellingen te voldoen, start het Instituut een procedure voor het selecteren van de kandidaten, die hierna beschreven wordt:</p>
<p>1° L'Institut calcule la capacité globale pondérée du réseau d'accès radioélectrique correspondant à chaque candidature:</p> $C = 0,50 \times C1 + 0,25 \times C2 + 0,25 \times C3$ <p>où</p> <ul style="list-style-type: none"> - C représente la capacité globale pondérée du réseau d'accès radioélectrique - C1 représente la capacité globale du réseau d'accès radioélectrique un an après l'attribution des droits d'utilisation; - C2 représente la capacité globale du réseau d'accès radioélectrique deux ans après l'attribution des droits d'utilisation; - C3 représente la capacité globale du réseau d'accès radioélectrique trois ans après l'attribution des droits d'utilisation; 	<p>1° Het Instituut berekent de totale gewogen capaciteit van het netwerk voor radiotoegang dat met elke kandidatuur overeenstemt:</p> $C = 0,50 \times C1 + 0,25 \times C2 + 0,25 \times C3$ <p>waarbij</p> <ul style="list-style-type: none"> - C staat voor de totale gewogen capaciteit van het netwerk voor radiotoegang - C1 staat voor de totale capaciteit van het netwerk voor radiotoegang een jaar na het toekennen van de gebruiksrechten; - C2 staat voor de totale capaciteit van het netwerk voor radiotoegang twee jaar na het toekennen van de gebruiksrechten; - C3 staat voor de totale capaciteit van het netwerk voor radiotoegang drie jaar na het toekennen van de gebruiksrechten;
<p>2° L'Institut détermine le sous-ensemble de candidatures compatibles pour lequel la somme des capacités globales pondérées des réseaux radioélectriques est maximale. Des candidatures sont considérées compatibles si le spectre radioélectrique disponible permet de satisfaire la totalité de ces candidatures. L'Institut octroie des droits d'utilisation à tous les candidats de ce sous-ensemble de candidatures.</p>	<p>2° Het Instituut bepaalt de beperkte groep van compatibele kandidaatstellingen waarvoor de som van totale gewogen capaciteiten van de radionetwerken maximaal is. De kandidaatstellingen worden beschouwd als compatibel als het beschikbare radiospectrum het mogelijk maakt om aan alle kandidaatstellingen te voldoen. Het Instituut kent de gebruiksrechten toe aan alle kandidaten binnen die beperkte groep van kandidaatstellingen.</p>

<p>3° L'Institut établit ensuite un classement des candidatures qui n'ont pas encore été satisfaites, par ordre décroissant, basé sur la capacité globale pondérée du réseau d'accès radioélectrique.</p>	<p>3° Het Instituut stelt vervolgens een rangschikking van kandidaatstellingen die nog niet zijn ingewilligd, in dalende volgorde, gebaseerd op de totale gewogen capaciteit van het netwerk voor radiotoegang.</p>
<p>4° L'Institut traite ensuite ces candidatures l'une après l'autre en suivant l'ordre du classement établi:</p> <p>L'Institut communique au candidat, la partie de la demande qui peut être satisfaite. L'opérateur informe l'Institut, dans les sept jours, de sa décision d'accepter la capacité restante ou de retirer sa demande. Si au terme de ce délai l'Institut n'a pas reçu de réponse, la demande est considérée comme retirée dans son ensemble. Si l'opérateur a accepté la capacité restante, l'Institut lui octroie des droits d'utilisation pour cette capacité restante.</p>	<p>4° Het Instituut behandelt vervolgens de kandidaatstellingen één voor één in de volgorde van de opgestelde rangschikking:</p> <p>Het Instituut deelt aan de aanvrager mee welk deel van de aanvraag kan worden ingewilligd. De operator stelt het Instituut binnen zeven dagen op de hoogte van zijn beslissing om de resterende capaciteit te aanvaarden of zijn aanvraag in te trekken. Indien het Instituut na afloop van die termijn geen antwoord ontvangen heeft, wordt de aanvraag beschouwd als volledig ingetrokken. Indien de operator de resterende capaciteit heeft aanvaard, verleent het Instituut hem gebruiksrechten voor die resterende capaciteit.</p>
<p>Art. 20. La liste des communes auxquelles s'appliquent les droits d'utilisation ainsi que les engagements pris par l'opérateur d'accès radioélectrique dans le cadre de sa candidature, font partie des droits d'utilisation.</p>	<p>Art. 20. De lijst van de gemeenten waarvoor de gebruiksrechten gelden alsook de verbintenissen die de radiotoegangsoperator in het kader van zijn kandidaatstelling heeft aangegaan, maken deel uit van de gebruiksrechten.</p>
<p>Art. 21. Un opérateur d'accès radioélectrique peut demander à l'Institut de modifier supprimer des communes dans la liste des communes reprise dans ses droits d'utilisation. En cas d'ajout de communes à la liste, l'Institut détermine si une nouvelle procédure doit être lancée ou si la liste peut être modifiée directement.</p>	<p>Art. 21. Een radiotoegangsoperator kan het Instituut verzoeken om gemeenten te schrappen uit de lijst van gemeenten die in zijn gebruiksrechten zijn opgenomen de lijst van gemeenten die in zijn gebruiksrechten zijn opgenomen, te wijzigen. Wanneer er gemeenten aan de lijst worden toegevoegd, bepaalt het Instituut of er een nieuwe procedure moet worden gestart dan wel of de lijst onmiddellijk kan worden gewijzigd.</p>
<p>CHAPITRE VII. – Dispositions finales</p>	<p>HOOFDSTUK VII. – Slotbepalingen</p>
<p>Art. 22. Les dispositions suivantes de l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications, telles que modifiées par les arrêtés royaux des 27 juin 2000 et 16 juillet 2001 sont abrogées:</p> <p>1° article 13bis, § 1^{er}, 1° et 2°; 2° article 31bis, 1° et 2°; 3° article 31ter, premier et deuxième alinéa; 4° article 31quater, § 2, 1° et 2°; 5° points 9.1.1. et 9.1.2. de l'annexe.</p>	<p>Art. 22. De volgende bepalingen van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken, zoals gewijzigd door de koninklijk besluiten van 27 juni 2000 en 16 juli 2001, worden opgeheven:</p> <p>1° artikel 13bis, § 1, 1° en 2°; 2° artikel 31bis, 1° en 2°; 3° artikel 31ter, eerste en tweede lid; 4° artikel 31quater, § 2, 1° en 2°; 5° punten 9.1.1. en 9.1.2. van de bijlage.</p>

<p>Art. 23. § 1er. Les opérateurs détenant une autorisation le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour utiliser la boucle locale radio conformément à l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications dans les blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, deviennent automatiquement opérateur d'accès radioélectrique en application du présent arrêté.</p>	<p>Art. 23. § 1. De operatoren die de dag waarop dit besluit in werking treedt, een vergunning hebben om overeenkomstig het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken vaste lokale radioverbindingen te gebruiken in de in artikel 4 vermelde frequentieblokken, worden automatisch radiotoegangsoperator overeenkomstig dit besluit.</p>
<p>§ 2. Pour les opérateurs d'accès radioélectrique mentionnés au § 1er du présent article:</p> <p>1° la période de dix ans mentionnée à l'article 3 prend cours le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté;</p> <p>2° les engagements mentionnés à l'article 20 sont conformes au dossier de candidature pour l'obtention de l'autorisation pour utiliser la boucle locale radio;</p> <p>3° l'article 9 ne s'applique pas.</p>	<p>§ 2. Voor de radiotoegangsoperatoren vermeld in § 1 van dit artikel:</p> <p>1° gaat de in artikel 3 vermelde periode van tien jaar in op de dag waarop dit besluit in werking treedt;</p> <p>2° zijn de in artikel 20, vermelde verbintenissen conform het kandidatuurdossier voor het verkrijgen van de vergunning om vaste lokale radioverbindingen te gebruiken;</p> <p>3° artikel 9 is niet van toepassing.</p>
<p>Art. 24. Notre ministre qui a les télécommunications dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.</p>	<p>Art. 24. Onze minister bevoegd voor telecommunicatie, is belast met de uitvoering van dit besluit.</p>
<p>Donné à ..., le ...</p>	<p>Gegeven te ..., ...</p>
<p>ALBERT</p>	<p>ALBERT</p>
<p>PAR LE ROI:</p>	<p>VAN KONINGSWEGE:</p>
<p>Le Ministre pour l'Entreprise et la Simplification</p>	<p>De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen</p>
<p>Vincent van Quickenborne</p>	<p>Vincent van Quickenborne</p>
<p>Annexe 1</p>	<p>Bijlage 1</p>
<p>Contraintes techniques afin d'assurer la coexistence entre opérateurs voisins en l'absence d'accords entre opérateurs</p>	<p>Technische verplichtingen om het naast-elkaar bestaan van aangrenzende operatoren te garanderen bij gebrek aan overeenkomsten tussen operatoren</p>